

DIRECTEUR-PROPRIÉTAIRE.
N. BORDEANO.

ABONNEMENTS :

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
Péra.....	50 francs	26 francs	14 francs
Provinces.....	65 »	34 »	—
Etranger.....	80 »	42 »	—

Toute demande d'abonnement qui n'est pas accompagnée d'un mandat de poste ou d'une valeur à vue sur Constantinople est considérée comme nulle.

Un numéro 60 Paras.

LA TURQUIE

JOURNAL POLITIQUE, COMMERCIAL, INDUSTRIEL & FINANCIER.

ADMINISTRATEUR :
ANDRÉ ZUCKER.

INSERTIONS :

Annonces 1 ^{re} page.....	3 piastres la ligne
Annonces 2 ^{de} page.....	6 » la »
Insertions, corps du journal.....	45 » la »
La Livre Turque à p. 400.	

Les abonnements partent du 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet, 1^{er} octobre, et se payent d'avance.
Les manuscrits non insérés ne seront pas rendus.

Un numéro 60 Paras.

Abonnements et annonces : à Péra, dans les bureaux de LA TURQUIE, rue Kutchuk-Hendek, 29, près la Tour de Galata.

A SMYRNE, chez M. Caridi ; à PARIS, chez MM. Hayas, Lafitte et Co, 8, Place de la Bourse ; à ROME, chez les principaux libraires ; à MILAN, chez MM. Manzoni et Co., via Della Sala. — Les annonces et abonnements pour l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Suisse, sont exclusivement reçus chez MM. Roffer et Co., à Vienne, I Riemergasse, 43. — Les annonces pour l'Angleterre sont exclusivement reçues à LONDRES, chez M. F. Micond, 139-140 Fleet Street.

AVIS.

L'Administration de LA TURQUIE serait reconnaissante aux personnes qui voudraient bien l'aviser toutes les fois que les vendeurs répondraient à leur demande d'un numéro de l'édition du soir que cette édition est épuisée.

TELEGRAMMES

AGENCE BORDEANO ET Co

Autriche-Hongrie.

Vienne, 19 avril, soir.
Obligations Roumélienne... 114.25
Pièce de 20 francs... 10.32
Agio... 115.—
Change sur Londres... 129.50
L'action diplomatique, relative aux affaires d'Orient, continue entre les divers cabinets.

Vienne, le 20 avril.

M. Tisza est arrivé dans notre ville.

France.

Paris, 20 avril.

La nouvelle relative à des armements est démentie. Il est de nouveau question d'un memorandum.

Angleterre.

Londres, 19 avril.

Les journaux font mention du volumineux dossier de documents présentés au parlement et qui se rapportent aux conversions forcées à l'orthodoxie qui ont lieu en Russie. Les mêmes feuilles condamnent d'avance toute éventualité de conquête de la part de la Russie et font ressortir que l'opinion publique est très irritée contre les agissements de cette puissance.

Londres, 20 avril.

A la Chambre des lords, lord Derby a déclaré qu'il y avait peu d'espoir de conserver la paix.

On constate une tension dans les relations de l'Angleterre avec la Russie.

Les journaux, en général, se prononcent avec véhémence contre la politique russe.

Roumanie.

Bucharest, 20 avril.

Par décret princier toute l'armée est mobilisée.

La Chambre est convoquée en session extraordinaire pour le 26 de ce mois.

Le bruit court que le prince Charles se rendra à Kischineff pour compléter l'empereur de Russie. Dimanche et lundi il y aura grande revue des troupes près du Pruth.

COURS DES FONDS.

Londres, le 20 avril.
5 % ottom. { Ouverture... LS. —
Clôture... » —

PARIS, le 20 avril.

Rente française 5 %..... fr. —
5 % ottoman..... clôture... 8.80
5 % » Boulevard (11 h. 10 m.) » —
Obligations Roumélienne... » 104.30

VIENNE, le 20 avril.

Obligations Roumélienne... Fl. 14.—
Pièce de 20 francs... » 10.34
Agio..... » 114.75
Change sur Londres..... » 129.50

BOURSE DE GALATA

10 heures

Ouverture..... P 10.3
En ce moment..... » 10.1
Obligations Roumélienne... fr 26.—
Papier-monnaie— L. T. 100 P. 164.10

BSR-VATOIRE IMPÉRIAL MÉTÉOROLOGIQUE.

TEMPS MOYEN DE CONSTANTINOPLE.

21 avril 1877

L. ver du soleil..... 5 h. 45 m.
C. ucher..... 6 » 43
Temps moyen à midi apparent..... 14 » 38 38
Il y a la brume à midi moyen..... 5 » 40

8 heures du matin.

Baromètre..... 752.7
Thermomètre..... 44.3
Minimum..... 13.6
Maximum de la veille..... 20.4
Direction et force du vent NE. calme.

NOUVELLES DIVERSES.

Hier, le sultanlik a eu lieu dans la mosquée de Médjidié. Après la prière, le S. a allé passer l'après-midi à Yildiz-Kiosque, où Sa Majesté compte bientôt s'établir pour une partie de la belle saison.

Comme il arrive toujours, hier il y avait foule aux environs de Yildiz Kiosque pour voir le cortège impérial. Sa Majesté a bien voulu faire dire par Saïd pacha aux assistants qu'ils pouvaient entrer et se promener dans les jardins du Kiosque impérial. La foule s'est empressée de profiter de cette gracieuse invitation.

Les jardins de ce kiosque seront désormais ouverts au public tous les vendredis, de 6 à 11 heures à la turque. Les visiteurs, outre le plaisir d'une promenade à travers les jardins délicieux de Yildiz-Kiosque, auront encore celui d'entendre de bonne musique exécutée par trois bandes qui y seront envoyées, chaque vendredi, par le Séraskérat, l'armistice et la grande-maîtrise de l'artillerie.

Un journal grec annonce que, par ordre du S. M. le Sultan, un des bateaux à vapeur de l'amirauté a été mis à la disposition de MM. les députés de la Chambre pour faire les jours de vacances des excursions dans le Bosphore et pour visiter la flotte cuirassée.

Ainsi qu'il a été annoncé, le yacht royal Osborne ayant à son bord M. La-

yard, ambassadeur provisoire de la Grande-Bretagne, est entré hier dans notre port, vers 5 heures et demie du soir.

Le personnel de l'ambassade et de la chancellerie anglaise, ainsi que les officiers des stationnaires anglais se sont rendus à bord de l'Osborne pour saluer le nouvel ambassadeur qui le lendemain a été débarqué à Tophané, d'où il est monté à Péra dans des voitures du palais.

La députation des étudiants ottomans qui va à Pesh pour rendre leur visite aux étudiants hongrois est partie, hier, par la voie de Varna.

La députation est composée de quinze élèves du Lycée impérial et du Dar-ul-Fennou de Stambul; elle a pour président le cheikh Süleiman effendi.

S. M. le Sultan a fait remettre à chacun de ces étudiants cinquante L. T. à titre de frais de voyage.

On annonce qu'une escadre italienne, forte de quelques gros bâtiments cuirassés, est attendue prochainement dans les eaux du Levant.

Le cuirassé San-Martino, qui stationnait au Pyrée, a reçu l'ordre de visiter le port de Salomonie. Il ira ensuite à Smyrne où l'escadre italienne ira le rejoindre.

Ali bey, gouverneur général d'Andrinople, qui était en tournée d'inspection dans les arrondissements de Sophia et de Philippopolis, est de retour au chef-lieu du vilayet.

Le journal d'Andrinople dément formellement les assertions d'une correspondance adressée de cette ville au *Levant Herald*. Le correspondant annonçait que, par suite d'une agitation que l'on avait remarquée en Bulgarie, le gouvernement a fait partir quelques compagnies de soldats pour aller occuper certains points stratégiques.

Le journal officiel affirme que cette nouvelle est dénuée de fondement. La plus grande tranquillité règne dans les districts de l'intérieur où la population vaque tranquillement à ses affaires. Il est probable, ajoute le journal, que le correspondant ayant vu quelques compagnies de soldats allant rejoindre leur bataillon à Yamboli, aura supposé que c'étaient des compagnies qui allaient réprimer des désordres en Bulgarie.

Le journal *Andrinople* annonce qu'on attend dans cette ville une brigade d'officiers du génie qui surveilleront les travaux de fortifications en cours d'exécution aux environs d'Andrinople.

SEMAINE PARLEMENTAIRE.

Nous nous proposons de faire, chaque samedi, une revue des diverses questions discutées dans le Parlement, en l'accompagnant des observations que les débats nous suggéreront.

Cette semaine, c'est le projet de loi d'organisation des vilayets qui a fait presque tous les frais de la discussion. Les questions de savoir si les conseils provinciaux et communaux devaient être composés moitié de musulmans et moitié de chrétiens, et si les chefs religieux, le mufti et les employés du gouvernement devaient

siéger de droit dans ces conseils, ont été l'objet de débats animés.

Vassilaki bey avait proposé, on se le rappelle, que les mots *chrétiens* et *musulmans* fussent remplacés par le mot *ottomans*, comme étant plus conforme à l'esprit et à la lettre de la Constitution. Sa proposition a été soutenue par presque tous les députés représentant l'élément grec. Les musulmans et les autres chrétiens ont été d'un avis contraire. Ils ont fait observer, et avec raison, que, dans certaines localités, les musulmans étant les plus nombreux, donneraient tout naturellement leurs voix à leurs coreligionnaires; les chrétiens en feraient autant dans les localités où leur nombre dominerait, si bien que les intérêts des minorités ne seraient pas représentés dans les conseils provinciaux et communaux. La logique de cette argumentation ayant prévalu dans la Chambre, la proposition de Vassilaki bey a été rejetée à une grande majorité et le texte du projet de loi a été maintenu tel qu'il avait été rédigé par le gouvernement.

Ce qui a frappé surtout dans cette discussion c'est que la Chambre en soutenant les minorités a fait preuve de sentiments libéraux; tandis que les députés grecs se sont placés à un point de vue exclusif.

La Constitution ne fait, en effet, aucune distinction de culte ou de race. Aussi n'existera-t-elle plus dans les élections du futur Parlement. Il ne peut pas en être cependant de même pour les provinces et pour les communes. Il y a là des intérêts locaux qui regardent plus particulièrement les habitants de ces circonscriptions et il serait injuste de priver les minorités du droit de participer aux affaires de la province ou de la commune.

Ce premier point résolu, il s'agissait de savoir si les chefs religieux chrétiens, le mufti et les fonctionnaires supérieurs du vilayet doivent siéger dans les conseils provinciaux et communaux. Cette question a donné lieu à une discussion des plus importantes, sans que l'on ait pu cependant la résoudre définitivement.

Plusieurs députés ont soutenu que la présence des chefs religieux est une anomalie, leur mission étant, par sa nature même, purement spirituelle. Quant aux fonctionnaires du gouvernement, il est évident que leur présence influencerait les décisions du conseil, et que souvent son action finirait par être paralysée. Le vali, le mutessarif, le caïmakam, le mudir sont tenus de prendre l'avis du conseil respectif dans certaines questions, mais cet avis, pour être indépendant, doit être émis en dehors de toute ingérence de l'autorité. Il est une autre objection qui a été présentée par un député d'Andrinople et qui a une importance capitale. Si le vali et le defterdar qui ont le maniement des fonds de la province devaient prendre part au conseil, il arriverait, a dit ce député, que ces mêmes fonctionnaires

vérifieraient leurs propres comptes, ce qui ne remplirait pas le but du législateur dont la plus grande préoccupation a été de mettre un terme aux anciennes dilapidations et d'établir un contrôle sérieux sur l'emploi des deniers publics.

Espérons que le gouvernement, mieux inspiré, se rendra aux arguments de la Chambre et n'insistera pas pour l'adoption du texte de l'article qui a soulevé tant de justes et légitimes objections de la part de presque tous les députés.

Un autre article de la loi portait que, dans le cas où le vali s'absenterait de sa résidence, il pourrait confier la gestion des affaires au fonctionnaire qui lui inspirerait le plus de confiance. Cet article pêche contre la logique. Etant donné que chaque vali aura un mustéchar, celui-ci remplacera de droit on chef, en cas d'absence.

On a cherché à justifier cette rédaction, en soutenant que le vali étant seul responsable de ses actes, la loi devait lui laisser la faculté de se faire remplacer, pendant son absence, par un délégué en qui il aurait toute confiance.

Cet argument n'est pas sérieux. D'abord tous les fonctionnaires sont responsables de leurs actes, dans la sphère de leurs attributions. La Constitution le proclame hautement. Ensuite le mustéchar, étant le premier fonctionnaire dans la province après le vali, doit remplacer de droit le vali pendant son absence.

C'est dans cet esprit que la majorité de la Chambre veut résoudre cette question, à en juger par la discussion qui a eu lieu cette semaine. La loi sur la municipalité de Constantinople a également provoqué, dès la première lecture, plusieurs observations aussi justes que judicieuses. On a dit, entre autres choses, que les présidents des divers cercles, tout en étant responsables de la nomination du gouvernement, devraient être choisis parmi les conseillers élus de chaque cercle.

Cette proposition nous semble d'autant plus fondée que personne mieux qu'un habitant d'une circonscription ne peut s'occuper avec zèle et en connaissance de cause des intérêts de cette circonscription.

Espérons également que cette question sera résolue dans ce sens, au grand avantage des cercles municipaux.

Comme on le voit, la Chambre ne se compose pas d'hommes qui répondent par «evet offendim» (oui, Monseigneur) à toutes les propositions du gouvernement. Ils discutent au contraire toutes les questions sérieusement et avec maturité; sans faire une opposition systématique, ils opposent leur veto à tout ce qu'ils croient préjudiciable aux intérêts du pays et se rallient volontiers au gouvernement sur tous les points propres à mener au développement du bien-être et de la prospérité de l'Empire.

Que les détracteurs de la Turquie nous disent si n'importe quel parlement d'Europe, saisi des questions qui ont été discutées par notre Chambre et que nous venons d'analyser, pouvait mieux les trancher. On aurait prononcé, certes, des discours plus éloquentes, la discussion aurait été plus savante, nous n'en disconvions pas, mais comme résultat on n'aurait pu en obtenir de plus pratique ni de plus libéral.

Si les députés ottomans ne possèdent pas les vastes connaissances de leurs collègues d'Europe, le bon sens ne leur fait pas défaut et cela suffit, quant à présent, pour engager le pays dans la voie du progrès et de la civilisation.

Lorsqu'ils auront voté, avec le même esprit pratique qui a présidé jusqu'à leurs délibérations, toutes les lois destinées à mettre en application et à développer les principes libéraux contenus dans la Charte, ils auront rendu un assez grand service pour acquiescer des titres impérissables à la reconnaissance de leurs concitoyens et de l'Europe même, tout aussi intéressée que nous à la régénération de l'Orient par l'Orient.

MONTENEGRO.

On écrit de Cetigne, le 4 avril, à la *Politische Correspondenz* :

Alca jecta est ! Le prince Nicolas a donné aujourd'hui à nos délégués à Constantinople de nouvelles instructions suivant lesquelles ils ne pourront pas franchir les limites des réclamations du Monténégro regardées comme un minimum irréductible. Dans le cas où la Porte opposerait un refus à ces justes demandes, MM. Bozo Petrovitch et Stanko Radonich quitteraient la capitale turque.

On croit généralement que nos délégués reviendront la semaine prochaine et que les hostilités reprendront leur cours. Naturellement Nikitch et Podgoritz seront les deux objectifs contre lesquels le Monténégro dirigera ses premières attaques. La première forteresse prise, le défilé de Douga serait ouvert aux Monténégrins et ils auraient accès dans la Basse-Herzégovine; la deuxième forteresse, s'ils s'en emparent, les rendrait maîtres de la plaine de l'Albanie jusqu'à Scutari. En ce moment déjà Nikitch et Podgoritz sont cernés, sinon complètement du moins en partie.

Dans un conseil des ministres tenu hier, le prince a prononcé ces paroles : « Il faut que Nikitch et Podgoritz tombent entre nos mains. » Pour atteindre ce double but les forces militaires seront divisées en deux corps. Bozo Petrovitch aura le commandement du corps d'armée concentré près de Podgoritz. Aujourd'hui, même ordre a été transmis à tous les voïvodes de quitter le 11 avril leur postes pour être le 12 aux frontières, et ce jour-là même le prince Nicolas partira de Cetigne pour entreprendre l'inspection des deux corps d'armée. Il paraîtrait qu'il aurait l'intention d'établir son quartier général près des divisions qui front la guerre dans l'Herzégovine. Le Sinaï, à l'exception de deux membres, accompagnera le souverain à l'armée.

(2)

L'expiation de Savéli

PAR

HENRY GRÉVILLE

I

— suite —

Bagrianof jouit un instant de son autorité despotique sur cette foule, sur le prêtre, qui l'attendait de pied ferme, pâle, mais immobile, impassible sous l'injure; puis il s'avança, fit le signe de la croix, baissa le crucifix, dépecha un second signe de croix, et, laissant le prêtre d'un regard ironique : — Qui donc vous avait commandé les prières aujourd'hui, mon révérend père ?

— C'est moi, votre seigneurie; j'ai pensé que la colère du ciel s'est déchaînée sur ces pauvres gens, et que la prière les consolait tout au moins, même si elle n'arrivait pas jusqu'au trône de l'Eternel.

— Fort bien pensé ! répondit Bagrianof toujours souriant; mais je n'aime pas les

nouveautés; votre prédécesseur l'a appris à ses dépens, ne l'oubliez pas, je vous prie. Venez-vous dîner chez nous ?

Sur cette invitation dédaigneuse, le maître se retira sans attendre la réponse. Le prêtre pâlit sous l'insulte et ses mains serrèrent plus étroitement la croix. Il la présenta machinalement à celles de Mme Bagrianof, Pieusement, obéissant à l'usage, elle baissa la main qui tenait la croix, et une larme resta sur les doigts crispés du prêtre. Celui-ci regarda la malheureuse, un sourire plein de bonté éclaira son visage, et la pauvre femme entra consolée.

Une heure après, la députation du village se montra devant la maison. Bagrianof les avait vus s'approcher, et les fit attendre un bon moment, tête nue, sous la bise qui arrachait les feuilles sèches aux arbres frissonnants; puis revêtant sa chaude pelisse, la tête couverte d'un bonnet fourré, il s'avança sur le perron. Les dix ou douze pauvres diables qui attendaient tout de son bon plaisir, serrés en peloton, s'inclinèrent jusqu'à toucher du front le sol; puis ils se redressèrent. Le doyen prit la parole.

— Seigneur, dit-il, la récolte a été mauvaise, comme tu le sais. Dieu ne nous a pas épargnés. Aie pitié de nous, fais-nous remise de notre dette jusqu'à l'automne prochain; nous te paierons alors le double de ce que nous te devons, et nous bénirons ta grande miséricorde jusqu'à la fin de nos jours.

Bagrianof l'écoutait en souriant; il promena son regard sur le groupe, et répondit posément, de sa voix la plus douce :

— Je ne sais pas pourquoi vous me proposez le double de ce que vous me devez, mes enfants ! Ai-je jamais passé pour un homme avaré ? Ai-je jamais exigé plus que mon dû ? Payez-moi ce que vous me devez, — cela seulement, — et tout ira très-bien.

— Nous ne pouvons pas payer tout de suite, dit faiblement le *starchina*; tu sais toi-même combien la récolte a été détestable.

— La récolte n'a pas été meilleure pour moi que pour vous, répondit Bagrianof. J'ai besoin d'argent...

— De l'argent ! gémit le *starchina*, où le prendre ?

Un sombre murmure accompagna ce cri désespéré.

— Où ? répéta Bagrianof toujours calme : vous demandez où ? mais n'avez-vous pas des vaches et des chevaux ? n'avez-vous pas des pelisses et des instruments de labour ? Cela vaut de l'argent, tout cela, je pense ?

— Mais, notre père...

— Qui est-ce qui dit « mais » ? répondit le maître; je ne dois rien à personne; faites comme moi !... Ainsi vous ne voulez pas me payer aujourd'hui; vous n'avez rien apporté ?

— Non, maître.

— Soit ! je vous donne, jusqu'à dimanche prochain. Si alors vous n'avez pas payé, j'ai un moyen de vous faire de l'argent. On me demande des gardes-d'oies, des vachères et des laitiers chez mes voisins du gouvernement d'Olonez. Vous avez chez vous des filles alertes et vigoureuses; je les ferai estimer à leur valeur, et je les vendrai. Vous pourrez ainsi vous libérer sans bourse délier. Adieu, mes enfants, portez-vous bien.

Il leur tourna le dos et ferma la porte de sa maison.

Le gouvernement d'Olonez ! l'exil dans un désert glacé ! la famille désunie ! le foyer profané !... Les paysans s'éloignèrent sans trouver un mot de réponse.

— Dieu nous a maudits; c'est la fin du monde ! dit Ilioucha en rentrant chez lui. Il avait cinq filles dont trois en âge d'être mariées.

La nuit arriva, froide et désolée; un vent féroce faisait craquer les arbres et tomber les branches desséchées. De gros nuages passaient avec rapidité sur le large croissant de la lune. Le village était muet et comme mort. Il était à peine huit heures, et dans toutes les cabanes les femmes et les enfants s'étaient couchés, le cœur gros d'avoir peu-

ré. Les hommes ne dormaient pas; réunis sans lumière dans la cabane du doyen, ils cherchaient une issue et n'en trouvaient point. La vente de leurs instruments de travail, de leur bétail maigre et fatigué, ne pouvait être qu'un palliatif. Le printemps reviendrait, et alors comment cultiver la terre, peut-être plus féconde ce fois, sans l'aide du cheval et de la charrue ? Fallait-il laisser partir leurs filles ?

Ilioucha cependant ne pouvait se résigner à cette idée; il aimait ses filles, n'ayant pas de garçons, ses belles filles qui valaient chacune un homme au travail. De plus mal noté chez le seigneur pour ses velléités d'insubordination, il était bien sûr d'être le premier et le plus rudement frappé dans le désastre qui les menaçait. — Eh bien ! non, dit-il après une longue discussion souvent interrompue par de moroses silences, je ne consentirai jamais à voir vendre mes filles comme des moutons ! Et vous savez bien qu'il nous trompera encore sur le prix de la vente... Non, je ne veux pas !

— Mais que veux-tu alors ? Notre mort à tous ?

— Non, répondit Ilioucha en baissant la voix, sa mort à lui...

Un silence se fit. Il n'était pas un de ces hommes qui n'ont songé cent fois que la mort le délivrerait de ce joug insolent; pas un n'avait osé le dire. La parole terrible semblait n'avoir pas été recueillie. Après avoir attendu un moment, Ilioucha reprit :

— Ce n'est pas difficile, il n'y a que des femmes chez moi; les hommes couchent tous dans la maison des domestiques. C'est l'affaire d'un moment, — et nous serons libres.

— Et après ? dit une voix sans exprimer d'autre opposition.

— Après ? Rien ! C'est la dame qui hérite, et elle n'est pas méchante.

— Et la justice ? et le sang ?

— Si on l'étrangle il n'y aura pas de sang, répondit Ilioucha avec un calme qui prouvait que toutes les objections avaient été prévues

dans son esprit. Ce sera un accident, un coup de sang.

Il fort seul ? dit une autre voix.

— On ne savait qui parlait, dans ces ténèbres épaisses.

— Tout seul, dans son cabinet. La dame et la demoiselle dorment dans une autre partie de la maison, près des femmes de chambre. Nous n'avons pas besoin de faire du bruit !

— Et les chiens ?

— Nous tuerons deux ou trois poules, et on les leur donnera toutes chaudes. Ils aimeront bien cela, ils ne diront rien.

Le silence se fit de nouveau.

— Nous sommes trop, reprit Ilioucha : cinq suffiront, quatre même, si vous voulez.

— Il est robuste, fit observer une voix dans un coin : il se défendra.

— Eh bien ! soyons cinq. Avec un bon bâillon pour commencer, il n'aura guère le temps de se défendre. Est-ce dit ?

Un silence terrible se fit pour la troisième fois.

— Est-ce dit ? répéta Ilioucha avec un accent de colère. — On ne répondit pas. — Vous n'êtes que des femmes ! s'écria-t-il, et il cracha à terre en signe de mépris.

— C'est dit, répétèrent les quatre ou cinq plus braves, non sans terreur.

— Alors faisons l'appel ! Qui est-ce qui est ici ? dit le paysan avec une expression de triomphe dans la voix.

Les paysans se nommèrent tour à tour, tous jusqu'au dernier.

— Jurez-vous de garder le silence et de mourir plutôt que de parler ?

— Nous le jurons ! répondirent-ils d'une voix contenue.

— Sur le salut de votre âme ?

— Sur le salut de notre âme.

— Qui est-ce qui vient avec moi ?

— Choisis toi-même, répondit une voix. Nous faisons cette chose pour le bien de nos familles et du village; ce n'est pas un œuvre de vengeance, choisis ceux que tu veux prendre : ils iront avec toi.

Ilioucha nomma quatre paysans vigoureux parmi ceux qu'il savait les plus menacés et les plus mécontents.

Attendez encore deux heures, dit-il. Quand la lune descendra du ciel, ce sera le moment où le seigneur s'endort; nous le surprendrons dans son premier sommeil. Vous autres, dit-il à ceux qui restaient, allez vous coucher et n'ayez l'air de rien savoir. Il faut que demain tout se passe comme à l'ordinaire.

Vers minuit, Ilioucha, suivi de sa bande, entra résolument dans la cour en franchissant le fossé. Les chiens grogèrent, mais les poules toutes chaudes leur firent bientôt accueillir les intrus comme des amis. La porte de la maison, fermée d'un simple loquet, s'ouvrit discrètement, et les conjurés, qui connaissaient les titres, arrivèrent à la porte du cabinet de Bagrianof, aussi peu dérangés que le reste de la maison. Une lampe brûlait dans le coin devant les images saintes; la lueur qui filtrait sous la porte arrêta un moment ceux qui allaient jouer leur vie. Ils écoutèrent... aucun bruit insolite ne frappa leur oreille. La respiration profonde de Bagrianof endormi, les craquements du plancher sous leur poids, le cri d'un oiseau dans le lointain, c'était tout.

On a pourvu aux approvisionnements, et ces derniers jours il nous est arrivé de l'argent. On pense que le hosphoder possède 80.000 napoléons d'or, ce qui est une somme suffisante pour pourvoir aux besoins de l'armée pendant quatre mois, l'armée monténégrine n'ayant pas de solde dans le sens strict de ce mot.

D'un autre côté, on assure que le Prince a réussi à conclure un traité avec Preuk, le principal chef des Mirdites. On ajoute même que la convention est déjà signée. Preuk serait obligé, aux termes du traité, d'ouvrir les hostilités huit jours, au plus tard, après la reprise des hostilités entre la Turquie et le Monténégro. Preuk est tenu de mettre au moins 8.000 hommes en campagne. Dans le traité il y a une stipulation qui est comme la sanction de l'alliance. Le jeune Preuk réclamera son droit héréditaire, et le Monténégro ne conclura pas la paix avec la Porte avant que ce droit soit reconnu. D'autres articles régissent les subsides à payer aux Mirdites et les rapports de ces derniers avec le Monténégro.

Depuis qu'une nouvelle explosion de la guerre est dans toutes les probabilités, le bruit court que l'agent diplomatique anglais M. Monson, dont les efforts pour maintenir la paix ont été infructueux, quittera provisoirement Cettigne et se retirera à Raguse.

Le Livre vert italien.

Le Livre vert qui, dans la séance du 3 mars, avait été présenté à la Chambre par le ministre des affaires étrangères, comprend 540 documents, et forme un volume d'à peu près 700 pages. C'est l'histoire, jour par jour, de la politique suivie par le gouvernement italien dans les dernières affaires d'Orient, c'est-à-dire depuis le 17 juillet 1875 jusqu'au 14 février 1877. Les premiers documents, au nombre de 117, appartiennent à l'administration de M. Visconti-Venosta, les 393 autres à celle de M. Mancini.

Bien que le public soit un peu blasé quant à l'importance qu'on doit attacher en général à des publications de ce genre, il serait pourtant injuste de croire qu'elles soient absolument insignifiantes. Si elles ne répandent pas une grande lumière sur les négociations en cours, elles servent néanmoins comme de jalons à qui veut entreprendre l'étude d'une période historique déterminée.

Il nous est impossible d'entrer dans un examen détaillé de tous les 540 documents insérés dans le Livre vert, et nous devons nous contenter de glaner çà et là, nous arrêtant aux passages qui suffiront à indiquer d'une façon exacte quelle a été la politique suivie par la diplomatie italienne dans la période comprise entre 1875 et 1877.

Au mois de juin 1875 éclatèrent, on s'en souvient, les premiers mouvements insurrectionnels de l'Herzégovine. Le ministre italien à Berlin, M. le comte de Launay, eut, le 29 juillet, un premier entretien à ce sujet avec M. de Bulow, secrétaire d'Etat, entretien où il tint à établir « que c'était là une des questions que l'Italie avait aussi un grand intérêt à voir écarter dans un sens de pacification et du maintien du statu quo territorial ».

Le ministre italien à Vienne, M. le comte de Robilant, écrit le 3 août « qu'il peut assurer qu'un accord parfait règne en cette circonstance entre les cabinets des trois empires », et il ne doute point « que l'Autriche ait tenu les mêmes sentiments ». S'adressant auparavant concertée avec les gouvernements de Saint-Petersbourg et de Berlin.

M. Visconti-Venosta, ministre, écrit, le 9 août, à M. le comte de Robilant à Vienne, lui donnant des détails sur une conversation qu'il a eue deux jours auparavant avec le ministre de Turquie à Rome, M. Carathéodori-Efendi, qui lui a annoncé que le Sultan avait accordé une amnistie à tous ceux qui, déposant les armes, rentreraient pacifiquement dans leurs demeures. M. Visconti-Venosta ajoute qu'il a cru opportun de « faire entendre au ministre turc un langage de prudence et de modération », et qu'il n'a pu « qu'applaudir aux actes de générosité et de clémence dont le Sultan a pris l'initiative ».

Au même moment arrivait au ministre italien la nouvelle que les trois empires concertaient entre eux une action à exercer à Constantinople, action qui dès le principe se serait purement morale. M. Visconti-Venosta écrit, le 10 août, au chargé d'affaires italien à Constantinople :

« En cet état de choses, je trouverais opportun que vous teniez dès aujourd'hui aux ministres du Sultan un langage analogue à celui que j'ai tenu à M. Carathéodori. Il est d'un intérêt majeur pour la Turquie d'éviter de nouvelles et plus grandes complications. Cet intérêt est commun à toutes les puissances qui, désirant la conservation de la paix, doivent nécessairement s'unir à nous pour faire comprendre à Constantinople que la pacification des districts insurgés de l'Herzégovine est une nécessité urgente, pour laquelle la Porte ne doit pas regretter de faire quel que sacrifice que ce soit ».

« Vous veillerez en même temps sur les démarches que feront les représentants des autres puissances et m'en informerez, en cas de besoin, même par télégraphe ».

« Il est important que l'Italie soit promptement et régulièrement informée de tout ce qui regarde l'action séparée ou collective que les puissances ont l'intention d'exercer en une de ces questions qui, par leur nature, touchent aux intérêts mis sous la tutelle et la garantie du concert des puissances qu'a établi le traité de 1856. Si les représentants de l'Autriche, de l'Allemagne et de la Russie vous demandaient de vous unir à eux pour exercer sur le gouvernement ottoman une action morale en un sens de conciliation et de modération, vous voudrez bien m'en aviser aussitôt. Mais, dans le cas où il y aurait urgence et où les représentants de ces puissances se prépareraient à faire des démarches sans attendre que votre gouvernement, j'estime qu'il est trop important de prendre sans retard en cette affaire la position qui nous convient pour ne pas vous autoriser dès aujourd'hui à vous associer aux démarches qui vous seraient proposées dans le sens ci-dessus indiqué ».

Deux jours après, le 12 août, M. Visconti-Venosta informe le chargé d'affaires italien à Constantinople qu'il a eu un nouvel entretien avec le ministre de Turquie, et qu'il lui a fait comprendre, dans les termes les plus amicaux et les plus modérés, que « ce n'est pas avec un sentiment de défiance que le gouvernement ottoman devrait voir les puissances prendre en examen la situation qui est faite aux populations de ces provinces où n'éclatent que trop fréquemment des insurrections... Nous pensons, ajoute M. Visconti-Venosta, qu'il est beaucoup plus facile de se mettre franchement dans la voie des concessions quand l'ordre n'est pas troublé et quand on ne peut pas considérer ces concessions

comme l'effet d'une faiblesse du gouvernement qui les accorde. Mais des intérêts d'un ordre trop élevé viendraient à être compromis, si à l'insurrection de l'Herzégovine il n'est pas trouvé un prompt, efficace et durable remède, pour que le gouvernement italien ne doive pas insister auprès de la Porte afin qu'elle veuille bien à ces intérêts majeurs sacrifier des considérations d'un ordre secondaire ».

L'insurrection de l'Herzégovine ne tarda pas à grandir par suite des encouragements que lui donna la Serbie. M. Visconti-Venosta écrit alors, le 14 août, à l'agent et consul général italien à Belgrade :

« Les sympathies que la Serbie a toujours rencontrées de la part de l'Italie et les excellentes relations que vous avez su établir avec les personnes les plus influentes de cette principauté, feront qu'il vous sera aisé d'exercer dans les circonstances présentes une action modératrice, qui est avant tout dans l'intérêt bien entendu de ce pays. Si le gouvernement du prince Milan s'écarterait d'une ligne de conduite strictement neutre, ce pourrait être le signal de complications que les puissances sont unanimes à vouloir éviter, dont la Serbie ne tirerait aucun profit, et qui feraient au contraire peser la plus lourde responsabilité sur ceux qui les auraient provoquées. Votre langage, tout en devant être très-explicite en substance, devra avoir tout le caractère d'intimité que peuvent lui donner les sentiments de bienveillance constamment professés par le gouvernement de Sa Majesté pour ce pays et que vous avez en bien des occasions parfaitement interprétés. Et comme nous sommes informés que les agents de l'Autriche et de la Russie ont reçu de leurs propres gouvernements des instructions qui leur recommandent de s'employer pour maintenir la Serbie dans une ligne de conduite régulière envers la Turquie, il sera opportun que vous vous concertiez avec les agents de ces deux puissances, leur faisant savoir que vous avez reçu l'ordre de vous associer aux démarches à faire dans ce sens ».

Le même langage fut employé à Cettigne par l'agent et consul général italien.

Une dépêche de M. Visconti-Venosta au chargé d'affaires italien à Paris, en date du 13 août, nous informe de l'attitude que la France croit devoir prendre. « En tout cas », écrit M. Rissmann, le gouvernement français désire que l'insurrection finisse au plus tôt, et son action diplomatique ne pourrait s'exercer que dans le but de la pacification ».

Une dépêche de M. Visconti-Venosta au chargé d'affaires à Londres, en date du 22 août, le charge d'informer lord Derby des démarches dans un sens pacifique faites par l'Italie à Constantinople, à Belgrade et à Cettigne, « afin que le ministre anglais sache bien que l'Italie, en adoptant cette ligne de conduite, a eu en vue de servir les intérêts conservateurs dont la défense, dans les questions de politique générale, l'a fait plus d'une fois s'associer à l'action modératrice exercée par la Grande-Bretagne ».

M. Cova, chargé d'affaires italien à Constantinople, par dépêche du 26 août, informe notre cabinet qu'il a eu une audience du grand-vizir Essad pacha. Citons le passage suivant :

« Ayant ensuite rappelé à Essad pacha l'intérêt majeur qu'a le gouvernement du Sultan à la conservation de son intégrité territoriale et à l'emploi de tous ses efforts pour éviter de nouvelles et plus graves complications, Son Altesse se montra parfaitement convaincue de ces nécessités, comme de celle, crucial, devoir ajouter, de ne pas admettre une intrusion étrangère dans les affaires intérieures de l'empire et conclut en me donnant l'assurance de ses sentiments de profonde reconnaissance envers le gouvernement d'Italie pour l'intérêt qu'il manifestait à cet égard ».

La nouvelle que nous avons mentionnée plus haut, que les trois empires se concertaient pour une action commune à exercer à Constantinople, était réellement fondée. L'on sait aujourd'hui que l'initiative de cette action diplomatique venait de Saint-Petersbourg. L'Autriche-Hongrie ayant des intérêts considérables dans les événements survenus à sa frontière, le cabinet de Saint-Petersbourg lui offrit son concours sur le terrain diplomatique, persuadé que la Cour de Vienne ne pouvait avoir également en vue que l'apaisement et le statu quo amélioré. Le cabinet de Berlin en agit de même. L'accord se trouvant établi sur ce terrain, on proposa à l'Angleterre, à la France et à l'Italie de s'y joindre, dans la conviction que ce double but répondait à leurs vœux unanimes et que l'action diplomatique serait d'autant plus efficace qu'elle procéderait d'un accord général.

Le Sultan, comme on le sait, pour prévenir cette démarche des puissances, accorda, le 3 octobre, une série de réformes. Le lendemain, M. le comte Corti, ministre d'Italie à Constantinople, se rendit à la Sublime Porte pour féliciter le grand vizir, lequel, comme l'écrivit M. le comte Corti, « accueillit très-bénignement l'expression de mes sentiments et me laissa entrevoir qu'il avait eu l'intention de prévenir ainsi les désirs qui auraient pu être exprimés par les puissances étrangères ».

Au même moment, les consuls, délégués à cet effet, d'Italie, d'Autriche-Hongrie et d'Allemagne continuaient à donner tous leurs soins à la mission qu'ils avaient assumée d'amener les insurgés de la Bosnie et de l'Herzégovine à déposer les armes, pour arriver au résultat qu'on connaît. Notre ministre des affaires étrangères reçut des documents relatifs à l'état misérable dans lequel le consul d'Italie avait trouvé les provinces insurgées.

M. Visconti-Venosta, le 13 octobre, écrivit au ministre italien à Constantinople :

« Il y a un côté de la question qui, indépendamment de toute autre considération politique, mériterait d'être examiné sans plus de retard. Les rapports que le gouvernement a reçus continuent le récit de faits atroces et de cruautés à peine croyables, dont la responsabilité ne retombe pas toute sur les populations musulmanes-bosniaques et sur les troupes irrégulières (bachibouzouks), mais qui semble devoir être attribuée aux autorités, aux troupes régulières elles-mêmes, et surtout à l'ingérence inique d'un grand nombre d'Arabes, aux quels il a été permis de parcourir le pays, fanatisant les populations et les appelant à la guerre sainte ».

« Je désire, monsieur, que vous vérifiez si ces faits sont exacts, et si vous arrivez, comme je le crois, à ce résultat, que l'on ne puisse plus douter à la vérité des nouvelles qui nous sont parvenues, il sera nécessaire que vous appeliez sur ces faits la plus sérieuse attention des ministres du Sultan. Il ne s'agit plus ici seulement de politique, il y a là une question d'humanité ; et la Turquie doit désormais réfléchir si, en laissant plus longtemps impunies tant d'atrocités, il lui convient de donner à la question elle-même un tel caractère. Le sentiment public en Italie, comme dans les autres pays de l'Europe, s'émouvra certainement quand il ne sera plus possible de douter des douloureux épisodes dont la nouvelle nous arrive. Le gouvernement de Sa Majesté ne fait que se rendre l'interprète de ces sentiments en signalant au gouvernement ottoman la nécessité qui s'impose à lui de se décharger de toute responsabilité des faits advenus, en prenant sans retard des mesures sévères, non-seulement

pour empêcher que les mêmes faits viennent à se renouveler, mais encore pour qu'une punition exemplaire soit infligée à leurs auteurs ».

Une dépêche de Saint-Petersbourg (9 novembre 1876) du chargé d'affaires italien au ministre des affaires étrangères, rend compte d'une audience qu'il a eue du baron Jomini, et qui caractérise assez nettement la politique de la Russie :

« L'autre jour le baron Jomini me dit qu'il avait vu avec satisfaction, en lisant les rapports du baron Uxkull, que le gouvernement et l'opinion publique en Italie étaient d'accord pour reconnaître la gravité de la situation et la nécessité d'y chercher un remède. Je profitai de cet entretien pour trouver des indices et me rendre compte des vues de la Chancellerie russe sur la politique à suivre aujourd'hui en Orient ».

« Le baron Jomini me dit, avant tout, que pour le moment il ne pouvait pas m'indiquer précisément quelle voie et quelle marche on adopterait ; qu'il fallait attendre le retour de l'empereur et du chancelier, et qu'alors on pourrait formuler dans leur ensemble les propositions que l'on devrait faire pour établir un accord entre les puissances ».

« L'accord, jusqu'à présent, a-t-il continué, n'a été que « négatif », mais aujourd'hui il conviendrait, devant la gravité de l'état des choses et l'impuissance de la Turquie, de prendre un parti plus pratique et plus efficace ».

« Selon son opinion, deux partis se présentent au choix des puissances : l'intervention et la non-intervention ».

« Le premier est, à son avis, le plus sûr, parce qu'il donne une sanction à l'action de l'Europe, action restée jusqu'à présent presque illusoire, et en même temps permet l'autorité de la Porte sur les populations qui vont clairement qu'il y a une limite à laquelle les puissances bornent leurs concessions. Il me cita l'exemple de l'expédition française en Syrie et de l'arrangement de la question du Liban ».

« Le second parti est contraire à l'humanité et à la prudence, parce qu'il laisse les chrétiens livrés à l'oppression musulmane, et toujours allumé un foyer d'agitation qui en d'autres circonstances pourrait devenir plus funeste encore à la paix de l'Europe ».

« Le baron me dit que c'était là une opinion à lui tout personnelle et n'ayant aucun caractère officiel, mais j'ai su qu'il s'était exprimé dans le même sens avec quelques-uns de mes collègues, et je crois par conséquent utile de communiquer ces appréciations à Votre Excellence ».

(à suivre.)

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

AUTRICHE-HONGRIE.

LA RÉPONSE AU PROTOCOLE ET LA PRESSE VIENNOISE.

La Nouvelle Presse libre publie, d'après le texte qui lui a été envoyé de Constantinople, la note-circulaire de Saffet pacha par laquelle la Sublime Porte a répondu aux points énumérés dans le protocole de Londres. Le journal en question fait précéder la publication de ce document d'un commentaire où elle approuve hautement le point de vue où se place la Porte, point de vue qui lui serait imposé par le souci de sa propre conservation. « Car, dit-elle, si ce protocole fut devenu une loi, le Sultan qui régnait à Constantinople, Un Etat qui se verrait poussé à bout comme la Turquie et qui céderait, faillirait à son honneur et perdrait son droit d'existence ».

La Gazette allemande commente à un point de vue analogue l'attitude de la Porte.

Le Morgenpost donne tous les torts, en ce qui concerne la rupture de la paix, à la Russie. Cette feuille estime qu'aujourd'hui il vaut mieux laisser la parole aux canons que d'engager de nouvelles et inutiles négociations qui rendraient plus apparents encore le triomphe de la Russie et l'impuissance de la diplomatie.

La Vorstadt-Zeitung croit que la neutralité des puissances durerait tout au plus — si elle ne cesse pas déjà plus tôt — jusqu'au moment où une victoire décisive serait remportée.

On assure dans nos cercles militaires que la promotion du prince impérial, l'archiduc Rodolphe, au grade de général de brigade, aura lieu très prochainement. C'est probablement le 17 de ce mois, le jour de la fête de S. A. I. que cet avancement sera publié. Le 18 du courant le prince impérial paraîtrait déjà dans l'uniforme de son nouveau rang à la parade qui aura lieu en l'honneur de l'archiduc Albert. Il est question, en outre, d'une surprise toute particulière qui attendrait l'archiduc à l'occasion de son jubilé militaire. Lors des promotions de mai, l'archiduc Frédéric sera nommé chef de bataillon.

(Corresp. générale autrichienne.)

A l'occasion du 50^e anniversaire de l'entrée de l'archiduc Albert dans l'armée il y aura le 17 du courant une grande retraite aux flambeaux ainsi qu'une séance devant le palais de l'archiduc f. Imreisch, et le 18 du courant une parade de toute la garnison sur la « Schmelz ».

L'archiduc Albert est aussi, comme on sait, colonel honoraire d'un régiment de hussards russe. On nous signale l'envoi d'un officier supérieur de l'armée russe qui présenterait à S. A. I., en cette occasion, les félicitations de l'empereur Alexandre.

(Corresp. générale autrichienne.)

FRANCE.

Le conseil d'Etat vient de rendre un arrêt concernant les officiers de l'armée territoriale.

Le conseil avait été consulté par le ministre de la guerre sur la question de savoir si un officier de l'armée territoriale, admis à faire un stage volontaire dans un corps de troupe de l'armée active, a le droit, pendant la durée de ce stage, de prendre part aux votes qui ont lieu dans la commune où il est inscrit comme électeur.

Le conseil d'Etat considère que la position de l'officier est absolument volontaire et ne saurait être assimilée à celle des soldats présents sous les drapeaux.

légalement, et légalement empêchés de prendre part aux votes particuliers dans leurs communes ; en conséquence, le conseil est d'avis que les officiers de l'armée territoriale en stage peuvent prendre part à ces votes.

On sait que les négociations relatives au traité de commerce franco-anglais sont ouvertes depuis une huitaine de jours. Les commissaires, sir Lewis Mallet, M. Mulholland, M. Kennedy, représentant l'Angleterre, et MM. Amé, Ozenne et Léonce de Lavergne, représentant la France, ont tenu plusieurs séances.

M. Jules Simon, président du conseil, avait promis aux députés de l'industrie française qu'il demanderait au gouvernement anglais d'accepter l'adjonction d'un manufacturier français aux trois commissaires nommés plus haut.

M. le ministre du commerce a informé les mêmes députés que le gouvernement anglais s'était absolument opposé à cette adjonction et avait tenu à ce que le nombre des commissaires restât fixé à six, trois pour chaque nation. Le ministre du commerce a, dit-on, institué immédiatement un comité composé de cinq manufacturiers français avec voix consultative, après lesquels les commissaires français pourraient prendre tous leurs engagements.

On désigne pour ces cinq commissaires, MM. Pouyer-Quertier, Ferry, Buisson, Reverchon et J. J. J.

Le ministre a écrit aux chambres de commerce, pour leur demander leurs observations sur le traité anglo-français.

RUSSE.

On n'a pas oublié que le gouvernement russe a fait saisir la Gazette de Moscou le jour où elle publiait un discours de M. Aksakoff, président du comité slave de Moscou, et l'un des coryphées du panslavisme. Le Journal des Débats publie la traduction de ce discours qui est intéressant par le jour qu'il ouvre sur les sentiments ou les passions d'une partie de la population russe, et dont nous reproduisons à ce titre quelques passages.

L'orateur d'abord rappelle l'allocation que le tsar a prononcée à Moscou en novembre dernier :

« Le 11 novembre, au Kremlin, au milieu des souvenirs sacrés de l'anneau de Moscou, le tsar s'est identifié avec son peuple — avec son passé et son avenir — et il a prononcé un discours qui restera grave dans la mémoire de la nation ».

Le souverain autocrate a montré qu'il était uni de cœur à ce grand mouvement qui a poussé la Russie à envoyer, l'été dernier, ses enfants sur le champ de bataille pour combattre les ennemis de la nationalité slave et de la loi orthodoxe.

Ces paroles de l'empereur n'étaient pas simplement l'expression d'une volonté personnelle, arbitraire, autocratique. Lors qu'il les prononça, l'esprit de l'histoire était descendu sur lui. Il parlait comme devait le faire le successeur des tsars, le descendant de cet Ivan III qui reçut des Paléologues les armes de Byzance et les joignit aux armes de Moscou, comme le descendant de Pierre le Grand et de Catherine, comme le protecteur des vieilles traditions nationales. Après ces paroles, il n'est plus possible de reculer, à moins que la nation russe ne veuille se renfermer dans sa mission et signer son arrêt de mort ».

M. Aksakoff rapproche ensuite ce moment d'enthousiasme de la période diplomatique qui s'est ouverte au grand mécontentement des panslavistes :

Comment vous définiriez la situation de la cause slave pendant ces quatre mois de suffocation morale ? Quel spectacle se présente à nos yeux ! Notre grand et puissante Russie, quittant les droits chemins de la vérité, erre à l'aventure dans les labyrinthes de la diplomatie, à l'étonnement et à la satisfaction de l'Europe. Elle, la grande, la forte et une puissance slave, ne cesse de travailler à l'arrangement d'un concert des nations de l'Europe en faveur des Slaves, et chaque fois qu'à son instigation ce concert semble arrangé, concert dans lequel tous les participants chantent un imprudent fausset et les Russes seuls un ténor mélodieux, chaque fois les bénéfices de ce concert européen entrent, on ne sait comment, dans les poches des Turcs !

Nous avons assisté à une longue série de consultations, de conférences, de tournois diplomatiques pendant lesquels tous ces « x » qui ont pris part, sans se tromper mutuellement, ont trompé la Russie d'une façon ouverte et grossière, sans même avoir un recours à la ruse. Mais aucune accumulation de faussetés, d'injures ou d'insultes ne pouvait ébranler la patience obstinée et l'esprit si opportunément pacifique de la diplomatie russe, bien que ces insultes fissent rougir toute la Russie.

L'orateur expose ensuite, à sa manière, la situation des provinces turques insurgées et déplore le sort de la Serbie abandonnée et même traitée par la Russie.

« Le sang russe n'a pas été vengé, et l'on ne s'en est pas soucié plus que s'il se fût agi de Hotentots. Bien plus, ces glorieux exploits ont été tournés en ridicule ; ils ont été le sujet de plaisanteries et de calomnies, non-seulement parmi les classes les plus élevées de la société (où un tel phénomène aurait été dans l'ordre naturel des choses), mais encore dans des milieux que nous aurions crus plus sérieux et plus instruits. On a pris l'habitude singulière de condamner et de calomnier le grand mouvement national de l'année dernière ».

Le peuple est resté fidèle à l'esprit qui a inspiré ce mouvement, mais les classes supérieures s'empressent de se défaire des impressions et de l'enthousiasme auxquels elles ont succombé involontairement l'année dernière ; elles reculent et propagent avec un certain plaisir malicieux toutes sortes de récits scandaleux sur des volontaires ivres, sur des désordres et divers abus.

Les choses en sont arrivées à ce point

que nos volontaires, dont l'empereur lui-même s'est plu à parler dans son discours, ont été regardés à leur retour par un grand nombre de personnes, surtout dans les cercles les plus haut placés de Saint-Petersbourg, presque comme de véritables parias. La police, s'inspirant de cette influence des classes supérieures, a montré son zèle en dépouillant ces volontaires de leurs uniformes serbes et de leurs costumes monténégrins, afin que rien ne pût rappeler le « honteux enthousiasme » de l'année dernière. On est même allé jusqu'à nier l'existence de cet élan spontané du peuple. On a prétendu, — principalement à Saint-Petersbourg, — que la soi-disant sympathie populaire pour les frères slaves orthodoxes n'était qu'un mythe et une invention ; que le mouvement n'était rien qu'un jeu imaginé par le comité slave, qu'il fallait, par parenthèse, supprimer sans plus tarder ; que ce comité n'avait rassuré que le r-bui de la Russie pour l'envoyer en Serbie. On en a dit bien d'autres du même genre.

Essayer d'avilir cette spontanéité du sentiment national qui est venu éclairer et vivifier la Russie, c'est calomnier ce pays, et en même temps le comité et les Slaves. Ceci ne saurait être attribué à l'ignorance ou à la sottise ; c'est un fait qui dénote une faiblesse morale et de la corruption. Je ne veux pas nier que l'intervention des Russes dans la guerre de Serbie ait occasionné quelques désordres ; ces désordres étaient inévitables, car il n'y avait pas d'organisation régulière.

Parmi les volontaires, il y avait certainement des ivrognes et des vauriens ; peut-être il y en avait 5 % ou un peu plus ; mais nous pouvons dire, d'après ce que nous savons, qu'il n'y avait pas de poltrons dans leurs rangs.

Voici la conclusion de cette curieuse harangue :

« Ne perdons point courage, ne nous laissons pas aller à la défaillance. Redoublons plutôt d'efforts pour adoucir les souffrances physiques et morales des Slaves orthodoxes, pour fortifier la solidarité religieuse et morale qui nous unit à eux, leur donner confiance en nous, et maintenir la dignité et l'honneur du nom russe dans une lutte inégale avec les ennemis du dehors et du dedans, une lutte contre l'ignorance et les préjugés, contre la trahison volontaire et involontaire envers la nationalité russe chez les Russes mêmes. Que la mission historique de la Russie s'accomplisse ! Nous avons le peuple derrière nous, et devant nous les paroles prononcées par le tsar au Kremlin ».

Ce qui suit a paru hier dans notre édition du soir :

NOUVELLES DU JOUR.

Le yacht Osburne, de la marine anglaise, ayant à son bord M. Layard, ambassadeur provisoire de la Grande-Bretagne, est passé aux Dardanelles ce matin à 6 heures. Il entrera dans notre port vers 5 heures du soir.

Nous apprenons avec plaisir que S. M. le Sultan vient de nommer M. Georges Ferlan, avocat très distingué de notre ville, chevalier de l'Ordre Impérial du Médjidié.

On exécute en ce moment des réparations au palais de Beylerbey. Le Sabah dit que S. M. le Sultan ira probablement y passer une partie de la belle saison.

M. Eugène Rappaport, inspecteur général du chemin de fer de Roumélié, s'embarque aujourd'hui sur le courrier de Varna, se rendant à Vienne, en vertu d'un congé.

On assure que, d'après des dépêches privées reçues hier soir à Constantinople, les Mirdites qui, sous le commandement de leur chef prince Preuk Doda, ont levé l'étendard de la révolte, ont été battus et ont fait leur soumission. Leur chef se sera rendu à discrétion au commandant des troupes impériales.

Les journaux de Marseille rendent compte d'une visite faite par Midhat pacha au palais de justice de Marseille. Après avoir parcouru le monument, l'ancien grand-vizir a voulu voir les magistrats français dans l'exercice de leurs fonctions et on l'a fait asseoir, pour cela, sur l'estrade de la quatrième Chambre qui siègeait en ce moment, à la droite des juges et à côté du ministère public. Il a suivi tous les interrogatoires et écouté tous les jugements avec la plus grande attention, adressant parfois des questions à M. Maille. Ce qui l'a le plus étonné, paraît-il, c'est la manière dont les dossiers judiciaires sont tenus.

A cinq heures il a pris congé du tribunal.

L'audience a été alors suspendue un instant et les juges, accompagnés de M. Maille, ont reconduit Midhat pacha hors de la salle.

Le jour suivant Midhat pacha, accompagné de M. Michel, directeur des phares de la mer Noire, est allé rendre visite au maire de Marseille à l'hôtel-de-ville.

M. Maglionne a présenté à l'ex-premier ministre ottoman les adjoints présents ; puis ont été présentés M. Amat, ancien député, et M. Grimaut, secrétaire général de la mairie.

Ensuite est venue la visite de la mairie, c'est par la salle du conseil municipal que l'on a commencé. Là, Midhat pacha s'est fait expliquer le mode suivi pour les délibérations et tout ce qui a rapport à la municipalité. Après cela, ces messieurs sont descendus à l'état civil. En entrant dans la salle des mariages, Midhat pacha a voulu connaître les rouages de cette administration, et les renseignements qui lui ont été donnés ont paru vivement l'intéresser.

La visite s'est terminée par les bureaux de l'état civil, où M. le maire, M.

Peytral et M. Amat, ont tour à tour expliqué l'utilité de ce service.

La visite finie, Midhat pacha, accompagné de MM. Michel et Peytral, est remonté dans sa voiture et s'est dirigé vers une des plus importantes raffineries de sucre de Marseille, la raffinerie Massot.

Un journal en langue turque vient de paraître à Pristina, chef-lieu du vilayet de Kossova, nouvellement créé. Le journal, qui est hebdomadaire, porte le titre de Kossova.

Les sociétés de St-Vincent de Paul, ont tenu, le 15 du courant, leur assemblée générale annuelle. Soixante membres s'y trouvaient réunis sous la présidence de Mgr Grasselli, nonce apostolique. La lecture des rapports a permis de constater que, malgré la dureté des temps, les secours accordés dans l'année ont été aussi abondants que l'année précédente. Plus de 70 familles ont trouvé du pain et des vêtements, onze orphelins ont été entretenus, plusieurs familles repâtées et plus de trente apprentis ont reçu régulièrement des leçons de grammaire et de calcul.

Dimanche, 22 du courant, un sermon de charité en faveur de la Confiance de Pancaldi sera prêché, à la grande Messe de 10 heures, en l'église du St-Esprit, par M. Salvayre, préfet de la Mission des Lazaristes.

Le jour même de l'assemblée générale, ces sociétés qui se félicitaient des résultats de l'année eurent la douleur d'apprendre la perte de leur vice-président, M. Belin, consul général de France. Un service solennel pour le repos de l'âme du savant et vertueux défunt sera célébré le jeudi, 26 du courant, dans la chapelle de St-Benoît, à Galati.

Les dépêches suivantes ont été reçues dans notre ville :

Bucharest, 19 avril.
Le czar est attendu dimanche à Kichenew. Le général Jean Ghika est arrivé à Saint-Petersbourg.

Rome, 19 avril.
M. Depretis a déclaré aujourd'hui à la commission financière qu'il ne modifierait pas ses projets financiers, malgré la nouvelle phase de la question d'Orient, que le gouvernement avait prévue, et qu'il espérait que la guerre serait localisée. Le ministre des finances a ajouté que la situation pourrait devenir plus grave et les complications plus étendues, seulement dans le cas où la Russie marcherait sur Constantinople.

Paris, 19 avril.
Le bruit court que l'Angleterre est entrée en pourparlers avec la Porte pour empêcher le bombardement d'Odessa. L'empereur et l'impératrice du Brésil sont arrivés.

Londres, 19 avril.
Le bilan hebdomadaire de la Banque d'Angleterre donne les résultats suivants, comparativement à celui de la semaine dernière. Encaisse métallique, augmentation, L. 210.000. Réserves des billes, augmentent, L. 245.000. Portefeuille augmentation, L. 21.000. Proportion de la réserve aux engagements, 42 5/8 0/0.

Voici quelques détails intéressants que nous empruntons aux journaux d'Europe sur la comète que le professeur Winnecke a découverte à l'observatoire de Strasbourg :

La Gazette de Strasbourg nous apprend que la comète Winnecke a pu être observée à deux reprises différentes le 6 et le 7 avril. Ses éléments ont pu être calculés. On est certain qu'elle n'est ni d'identité avec aucun astre déjà connu. Elle arrivera le 18 avril à son périhélie. Sa distance au soleil sera en ce moment de 11,500 diamètres de la terre. Elle pénétrera donc dans l'intérieur de notre orbite sans s'en écarter beaucoup. C'est seulement le 4 mai qu'elle arrivera à son périhélie.

A ce moment, elle sera à une distance de nous que l'on peut évaluer à 11,500 diamètres. Un mois plus tôt, lors de la découverte, elle était encore à 18,500 diamètres de distance de notre globe. Son rapprochement moyen aura donc été de 250 diamètres par jour.

Cette énorme rapidité s'explique par ce fait, que, son mouvement étant rétrograde, elle marche en sens inverse de nous. Son éclat grandit rapidement, de sorte qu'à la fin d'avril, elle sera sans doute visible à l'œil nu. Quoique beaucoup plus inclinée que celui de la planète Borrelli. Il n'a que 33°.

On peut décrire ainsi son itinéraire : Pég

des sandjaks. De plus, ils doivent payer annuellement 200 piastres de contributions directes.

Le président.—Avez-vous quelque observation à faire ?

Nakach effendi.—Lors de la première discussion j'avais émis l'avis que les conseillers des vilayets devraient être pris parmi les contribuables payant plus de 500 piastres par an. Je propose de fixer le chiffre à 500 piastres au moins et d'indiquer dans l'article que les propriétés des conseillers doivent être situées dans le vilayet même où ils seront élus.

Saadi effendi.—Il n'y a eu aucune restriction ni aucune mention d'impôt dans l'article, afin que les habitants soient libres de faire leur choix. Il demande la rectification de l'article dans ce sens.

Alahurda effendi.—Cinq cents piastres, c'est trop. Mais il faut toujours que les conseillers soient pris parmi les contribuables. Je suis pour le maintien de l'article.

Après quelques explications du président plusieurs députés proposent le maintien de l'article.

Nakach effendi.—Au moins il faut faire mention que les propriétés des élus doivent se trouver dans le même vilayet.

Le président.—Mais c'est ce qui apparaît justement de la rédaction de l'article.

Après certaines autres observations émises par quelques députés l'article a été maintenu. L'article 91 dit que les conseillers sont élus pour une période de temps de deux ans. A la fin de chaque année la moitié des membres sont remplacés par d'autres. La première année les noms des sortants seront tirés au sort.

Saadi effendi pense que la durée de deux ans n'est pas suffisante. C'est à peine si dans l'espace d'un an le conseiller pourra se familiariser avec ses fonctions. Il propose que la durée soit de trois ans.

Salim bey.—Les sortants pourront être réélus.

Mehmed Ali effendi.—Deux ans suffisent. Si la durée est plus longue, cela peut avoir des inconvénients. Je suis pour les deux ans.

Rassim bey.—La moitié des membres sortira et l'autre moitié restera. De cette manière il y aura toujours dans les conseils des hommes rompus aux affaires.

Le président.—La loi présuppose que tous les élus sont des personnes capables et connaissant la loi.

L'article est adopté.

L'article 91 dit que les membres des conseils d'administration des chefs-lieux des vilayets sont élus par les conseils d'administration des sandjaks, en conformité des art. 86, 87 et 88.

Rassim bey propose que les conseillers des chefs-lieux des vilayets et des sandjaks soient nommés par les membres des Conseils municipaux qui sont élus directement par le peuple.

Le président.—Un fonctionnaire du ministère devait venir pour discuter avec la commission cette question. Il faut rappeler cela au ministère.

Chahamian Agah effendi.—Par le mode d'élection prescrit par l'article 92 il y aura beaucoup d'abus. Nous en avons de nombreux exemples. Je trouve qu'il est mieux que les élections se fassent par le peuple en même temps que les élections des membres des conseils communaux et des conseils d'administration des vilayets et des sandjaks. Les bulletins de vote cachetés seront envoyés aux chefs-lieux du vilayet et le vali en fera le triage en présence d'une assemblée composée des employés supérieurs et des chefs religieux des communautés chrétiennes.

Le président.—La commission étudiera cette proposition.

Nakach effendi fait certaines observations au sujet de cet article.

Baha-Eddin effendi réplique à Nakach effendi et l'article est adopté.

L'article 93 ne soulevait pas d'objections sérieuses. Il est de même pour les art. 94 et 95 qui sont relatifs aux élus qui constitueront l'Assemblée générale de la province.

Le chapitre suivant contient 6 articles sous le titre de dispositions finales.

L'art. 96 règle le mode de paiement des frais de déplacement des employés envoyés par les gouvernements des districts aux communes.

Rassim bey, rapporteur, dit qu'un membre du Conseil d'Etat devait venir pour discuter s'il y a lieu de maintenir ou de supprimer cet article.

Le président.—Très-bien ! A la seconde lecture nous consulterons la Chambre.

Un membre revenant à l'article précédent, relatif aux membres de l'Assemblée générale, il faut ajouter dans l'article que les conseillers qui seront envoyés par les casaz doivent posséder les capacités voulues.

Le président.—A quel titre ces conseillers iront-ils au chef-lieu du vilayet ?

Baha-Eddin effendi.—A titre de délégué.

Le président.—Délégué de qui ?

Baha-Eddin effendi.—Du vilayet entier.

Le président.—Dans ce cas il faut dire : délégués des communes. De cette manière tout le vilayet est compris.

Mehmed Ali effendi.—Il est nécessaire que les conseillers sachent lire et écrire.

Le président.—Il a été dit dans un article précédent qu'ils devaient être capables, intelligents.

Rassim bey.—Dans l'article y relatif il est dit que les membres ne doivent pas avoir subi une condamnation pour délits et crimes. Mais quant à l'intelligence et à la capacité, il n'en a pas été question.

Le président.—Un homme peut être d'une grande capacité, même sans savoir lire et écrire, par exemple comme Cara-Osman-Oglou Hadji Yousuf d'Aidin. Il était doué d'une grande intelligence sans savoir lire ni écrire. Cela ne l'a pas empêché, je le répète, d'être vraiment un grand homme.

Mehmed Ali effendi.—Les conseillers doivent savoir lire et écrire afin qu'ils puissent comprendre les *Mazbatas* qu'ils signeront.

Rassim bey.—Dans la commission, sur les quinze membres un seul a insisté pour la lecture et l'écriture. Les quatorze autres n'ont rien objecté. Ils ont trouvé que le mot capacité suffisait.

Hadji Ahmed effendi.—Il est dit aussi dans la Constitution que la prochaine année les conseillers devront savoir lire et écrire.

Sur plusieurs bancs.—Après quatre ans et non l'année suivante.

Rassim bey.—La Constitution parle des députés et non pas des conseillers. La discussion sur cette question a été ajournée jusqu'à ce que la commission ait distribué son rapport à la Chambre.

Les articles 98, 99, 100 et 101 qui sont les derniers du projet sont adoptés, après quelques débats qui ont porté spécialement sur l'avant-dernier article.

Le président dit que la discussion sur le projet de loi des vilayets et des municipalités est terminée. Il engage les membres à délibérer dans les sections et à résoudre les questions qui restent pendantes en ce qui concerne ces projets afin que dans les prochaines séances publiques, ils puissent être votés.

Le président annonce la clôture de la séance.

La situation.

Nous empruntons au journal le *Temps* un article aussi remarquable par son point de vue élevé et absolument exact que par sa forme.

Le protocole a tout l'air d'avoir précipité les événements au lieu d'en arrêter le cours. Il était destiné en apparence à établir la paix, et c'est la guerre qui en est sortie. La Russie s'est hâtée d'y attacher un ultimatum dont le ton assurant d'avance le rejet, la Turquie l'a rejeté, et l'ouverture des hostilités doit être par conséquent regardée comme imminente. On se demande en vain maintenant quel a pu être le but du gouvernement russe en sollicitant les puissances de signer ce protocole. La précipitation et la violence dont il a fait preuve aussitôt après son dépôt, l'effort qu'il devait attendre de cet instrument. Une chose, dans tous les cas, est certaine : si la Russie prend aujourd'hui les armes, ce ne sera pas en qualité de mandataire de l'Europe, ainsi qu'elle l'a si longtemps ambitionné, ce sera, au contraire, malgré le vœu passionné de l'Europe pour la paix.

C'est en vain que la Russie allègue le sort des populations chrétiennes de la Turquie, l'intérêt qu'elle leur porte, la nécessité de mettre un terme à un état de choses qui dure depuis trop longtemps. Nous estimons ne le céder à aucun des organes russes en sympathie pour les populations dont il s'agit, et en horreur pour les abus et les cruautés dont elles ont été les victimes. Nous n'avons jamais montré de tendresse pour la nation turque, alors même que la haine et le dédain avec lesquels on la traitait auraient pu lui concilier quelque chose de cet intérêt qui s'attache justement à tous les opprimés. Mais il est d'autres questions en ce monde que la question d'humanité, ou plutôt il y a plusieurs questions d'humanité, plusieurs manières d'entendre ces devoirs de la civilisation chrétienne que nous devons faire sonner si haut, plusieurs moyens de témoigner son horreur pour le sang versé, et nous ne pensons pas que le meilleur de ces moyens soit de déchainer en Europe une guerre dont on n'est sûr ni de pouvoir limiter l'étendue, ni de pouvoir maîtriser les accidents.

C'est en vain aussi que la Russie présente la réalisation de certaines réformes comme l'unique but qu'elle se propose en occupant une partie du territoire turc. Nous citons hier un mot du tsar assurant à l'ambassadeur d'Italie, que, s'il était forcé d'entrer en Turquie, il saurait également en sortir. Rien de mieux, et nous n'avons garde de souligner les intentions d'un souverain que nous croyons sincère. Nous n'alléguons pas davantage, pour justifier notre condamnation de la politique qui prévaut en ce moment à Saint-Petersbourg, les entraînements qui pourraient résulter de la victoire lorsqu'il s'agit d'en déterminer les effets. Mais la Russie, en protestant comme elle le fait, des désintéressement et de sa modération, refuse de comprendre qu'est la véritable question. Elle ne veut pas voir que l'occupation armée de la Turquie, si elle s'effectue, sera, dans tous les cas, un coup mortel pour cette puissance ; que l'empire turc, s'il n'y perd l'existence même, y perdra du moins son intégrité et son indépendance ; qu'il faudra le remplacer de quelque manière ; que les arrangements pris à cet effet, quels qu'ils soient, laisseront dans la péninsule un pouvoir moins fort, un état de choses précaire par cela seul qu'il sera nouveau ; et, enfin, que cette faiblesse, cette décomposition, ce brisement de la puissance qui réside aux rivalités et aux convulsions de ses voisins, ne peut profiter qu'à la Russie.

Nous le croyons bien, en vérité, que la Russie ne rêve pas la conquête de la Turquie ; à quoi bon ? Elle trouverait tout aussi bien son compte à refouler tout simplement les Ottomans au-delà des Balkans ; la création d'une confédération du Danube satisferait, des ambitions russes, tout ce qui peut en être satisfait aujourd'hui, et c'est pour cela que les puissances les plus naturellement et le plus habituellement portées à la sympathie pour la Russie ne peuvent envisager sa conduite actuelle sans inquiétude et sans chagrin.

TÉLÉGRAMMES

Nouvelles Diverses.

(Par le courrier de Varna.)

M. DE BISMARCK.

Berlin, 10 avril.

La *Post* apprend de source habituellement bien informée que l'empereur a daigné refuser la demande de M. de Bismarck tendant à obtenir sa retraite. Cependant un congé prolongé sera accordé au prince chancelier.

Le vice-président du cabinet prussien, M. Camphausen, comme doyen d'âge des ministres, sera chargé de remplacer M. de Bismarck pour toutes les affaires concernant l'empire.

Une communication à ce sujet sera faite, au Reichstag, dans sa séance de demain.

La *Gazette de l'Allemagne du Nord* dément de la manière la plus formelle le bruit d'après lequel soit l'empereur, soit M. de Bismarck, auraient entamé avec qui que ce soit des négociations à propos du remplacement de ce dernier dans ses fonctions de chancelier de l'empire. Ce journal déclare, en outre, que la nouvelle publiée par quelques journaux relativement à une prétendue maladie de la pierre dont serait atteint l'empereur Alexandre, est une pure invention. Bien au contraire, les communications personnelles du tsar arrivées à Berlin dans ces derniers jours, ne laissent aucune doute sur l'état parfait de sa santé.

Le prince de Bismarck a reçu hier du roi d'Italie un magnifique vase en albâtre transparent, comme cadeau à l'occasion de l'anniversaire de sa naissance.

Le feld-maréchal Manteuffel est parti pour ses terres dans la Nouvelle-Marche.

L'empereur et l'impératrice du Brésil ont l'intention de quitter Berlin à la fin de cette semaine. Leurs Majestés assisteront ces jours-ci à la représentation du *Faust* de Goethe au théâtre de Weimar. Elles visiteront ensuite la fonderie Krupp.

Berlin, 11 avril.

Dans la séance du Reichstag d'aujourd'hui

il a été donné lecture de la lettre suivante du prince de Bismarck :

Berlin, 11 avril.

« Messieurs,

J'ai l'honneur de vous informer que l'état de ma santé m'empêche, à mon grand regret, de prendre part aux discussions qui vont avoir lieu au sein du Reichstag. En vue de mon rétablissement, l'empereur a daigné m'accorder un congé et a consenti à ce que, pendant ce congé, je sois remplacé par le président de l'office de la chancellerie pour les affaires intérieures de l'empire, et par le secrétaire d'Etat, M. de Bulow, pour les affaires intérieures. »

Le député Haenel demande que cette lettre soit imprimée et distribuée et fasse l'objet d'une discussion pendant l'une des plus prochaines séances du Parlement.

Le président Kockenbeck rappelle le précédent du 17 mai 1872. Il dit qu'il n'y a pas eu alors de débat à ce sujet et que la lettre sera naturellement imprimée et distribuée. Il ajoute que la motion tendant à faire mettre la lettre en discussion est tout à fait conforme au règlement.

Berlin, 11 avril.

Suivant la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, les pourparlers au sujet de la demande de congé du prince de Bismarck ont d'abord eu lieu par écrit et en partie de vive voix entre l'empereur et le prince chancelier.

Ils furent continués ensuite avec la participation du conseiller privé de cabinet, M. Wilmowski.

Suivant la *Post*, l'empereur aurait écrit en marge de la lettre de démission du prince de Bismarck ce seul mot : « Jamais ! »

Berlin, 11 avril.

La *Correspondance provinciale* dit que l'empereur n'a pas accepté la démission du prince Bismarck pour se conformer au désir de la nation. Il a surtout considéré qu'il valait mieux accorder au chancelier tous les allègements nécessaires en ce qui concerne le service de l'Etat, que de consentir à ce qu'il prenne réellement sa retraite. Si le chancelier de l'empire, sentant qu'il ne peut plus accomplir, comme il le désirait, la tâche fatigante qu'il s'est imposée, a pensé qu'il était de son devoir d'offrir sa démission à l'empereur, il ne pouvait pas le moins refuser de se conformer au désir du souverain, qui lui a demandé d'essayer encore une fois de raviver ses forces par un long congé.

Le prince de Bismarck s'est aussi soumis à la volonté de l'empereur, en consentant à ne pas rompre absolument ses attaches avec les fonctionnaires chargés de diriger les affaires de l'Etat pendant le congé de quelques mois qu'il va prendre et à continuer, au contraire, de donner ses conseils à l'empereur toutes les fois que ce souverain les lui demandera, et de contre-signer les ordonnances impériales conformément à la Constitution, en tant que cela sera nécessaire.

Berlin, 11 avril.

Le prince de Bismarck a ajourné la naissance de la princesse, qu'il fête aujourd'hui.

Le prince partira demain pour Varzin et se rendra à Kissingen vers le milieu de mai.

Berlin, 12 avril.

Suivant la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, le décret impérial relatif à la désignation de trois remplaçants de M. de Bismarck, par lequel l'empereur se réserve la faculté de consulter le prince chancelier dans les cas d'une gravité exceptionnelle, dispose que les chefs de service de l'empire qui font partie du service prussien, seront chargés de faire un rapport à l'empereur toutes les fois qu'il y aura intérêt à connaître l'avis de M. de Bismarck.

Le journal citant ajoute qu'on a dû comprendre dans ces prévisions tous les cas où il s'agit du contre-seing constitutionnel du chancelier.

La *Gazette de l'Allemagne du Nord* annonce que le comte Herbert de Bismarck, fils du chancelier, attaché à l'ambassade allemande à Vienne, a quitté l'ambassade. Le chancelier l'a attaché à sa personne en qualité de chef de cabinet.

La *Gazette de l'Allemagne du Nord* annonce que le comte Stolberg, ambassadeur d'Allemagne à Vienne, a été appelé à Berlin. Le comte Munster, ambassadeur d'Allemagne à Londres, se trouve déjà à Berlin.

St-Petersbourg, 10 avril, 5 h. 40 m. soir.

Jusqu'à ce moment, aucune réponse de la Porte au protocole n'est encore arrivée à St-Petersbourg.

Le cabinet impérial a fixé comme dernier délai le 15/13 avril au gouvernement turc, pour se décider à l'envoi d'un ambassadeur extraordinaire à St-Petersbourg.

Cet envoi, si la Porte s'y résout, ne doit pas encore être escompté ni dans le sens absolu de la paix ni davantage en sens inverse, tout devant dépendre des résolutions que l'envoyé ottoman apportera.

En tout cas la Russie, étant allée jusqu'à la limite extrême des concessions qu'elle avait à faire, ne reculera plus d'un seul pas.

St-Petersbourg, 11 avril.

La situation est très grave. On est arrivé à la limite extrême pour une décision définitive.

Si la Porte n'annonce pas aujourd'hui au cabinet l'envoi, sous conditions préalables, d'un ambassadeur à St-Petersbourg, on considère que la guerre sera immédiatement résolue.

La paix ou la guerre dépend uniquement de la décision que la Porte prendra aujourd'hui ou demain.

La *Correspondance générale* russe dit : Le moment est décisif. La crise orientale est arrivée au point extrême où doit définitivement aboutir la paix ou la guerre.

Il n'y a plus ni place ni temps pour de nouvelles tentatives d'atmosphère et d'échappatoires. La Porte n'ignore pas cela.

Les conseils pleins de déférence et de modération ne lui auront pas manqué jusqu'à la dernière heure, dont nous sommes bien près. Un parti décisif doit être pris à Constantinople, où l'illusion n'est plus possible. Néanmoins, jusqu'à cette toute dernière heure, l'espoir d'une solution pacifique est permis, si mince qu'il puisse être.

Saint-Petersbourg, 13 avril.

Le *Journal de St-Petersbourg* dit que si l'Europe chrétienne n'avise pas aux moyens de sauvegarder les biens des millions de sujets non-musulmans de la Porte, le moment sera venu pour la Russie de se souvenir des augustes paroles prononcées à Moscou.

La *Gazette de la Bourse* regrette que les des soient jetés ; bientôt commencera une guerre dont les conséquences sont incalculables.

Le *Nouvelles Temps* dit que l'heure de l'action et des sacrifices est arrivée. La Turquie refuse tout. Tant mieux, car l'incertitude pousse la Russie.

Berlin, 11 avril.

Dans la séance du Reichstag d'aujourd'hui

La *Voix* croit que l'attitude des cabinets européens trompera les espérances secrètes des turcophiles anglais.

BOURSE

COURS DES FONDS

GALATA, le 20 Avril 1877.	
Ouv. du m.	P. 40 43
Hausse	» 40 45
Baisse	» 40 42
3 h. du soir	» 40 13
Clôt. du soir	—
Après Bourse	—

Actions Société Générale Cp. dét. L.S.	2 20
» de la Société de change et val.	4 30
» de la Banque de Cons/ple	2 35
» du Crédit énéral	L.T. 2

Tramways	4 20
Laurium Cp. dét.	Fr. 67
Crédit Hellénique	410
Obligations des Chemins de fer	27
(1863 Cp. dét.	53
(1865	55
(1869 Cp. dét.	49
(1872	46 3/8
(1873	46 1/2

COURS DES MONNAIES

(Contre Livre Turque à 100 Piastres)	
Livre anglaise	P. 409 35
Pièce de 20 francs	87 32
Imperial russe	89 40
Ducat (Crimée)	51 27
Médjidié blanc (différence)	405
Bœchlik	412 20
Métallique	410 20
En papier monnaie	164
Change sur Londres	474
Change sur Paris	410 40
» Paris	22 90

MOUVEMENT DU PORT

Revue quotidienne des arrivées et départs des bateaux à vapeur et bâtiments à voiles.

ARRIVÉES DES VAPEURS DE LA MER BLANCHE.
Constantinople, le 18 Avril 1877.

De Port Said anglais Imbro cap. Wight les pour Tagnan agent Hanson.

De Malte anglais Polomac cap. Martin lest pour Soulia agent Russell.

De Marseille français Junon cap. Fabre marchandises et passagers agence Fraissinet.

DÉPARTS DES VAPEURS
Pour Marseille français Scamandre cap. Manarino marchandises et passagers.

DÉPARTS DES VOILIERS
Pour Gènes russe Clarissa cap. Jacoblevich grains de Berdisanca.

Pour Marseille italien E. Massone cap. Balles-trino grains de Berdisanca.

Pour Marseille italien G. Ghelino cap. Merello grains de Berdisanca.

Pour Marseille italien A. Gattorno cap. Bonsignore grains de Varna.

Pour Marseille italien Tula cap. Olivari grains de Berdisanca.

Pour Marseille hellène Dimitrios c. Zemberis grains de Ismail.

Pour Marseille hellène A. Nicolaos cap. Dragocopol grains de Berdisanca.

Pour Marseille italien Noli cap. Guelli grains de Berdisanca.

Pour Marseille hellène A. Nicolaos cap. Zaghor grains de Ismail.

Pour Marseille hellène Ecanquelsiria cap. Cusos grains de Tagnan.

Pour Marseille italien Maria cap. Lupi grains pour Tagnan.

Pour Marseille italien Natalia cap. Lupi grains pour Tagnan.

NOLISEMENTS PRATIQUES

Batiment hellène de quartiers 2400 d'Azoff pour R. U. schell, 50/-

Batiment hellène de quartiers 2000 d'Azoff pour R. U. schelling, 50/-

Directeur-Général N. BORDEANO.

ANNONCES

CRÉDIT LYONNAIS

SOCIÉTÉ ANONYME.
CAPITAL FRANCS 75.000.000.
Versé frs. 37,500,000 Réserve frs. 13,656,366 4

SIÈGES.
LYON PARIS MARSEILLE LONDRES ALEXANDRIE LE CAIRE etc., etc., etc.

Le CRÉDIT LYONNAIS fait toutes opérations de Banque. Avances sur titres, ouverture de comptes-courants contre dépôt de valeurs.

Emission de traites sur les diverses places de France et de l'étranger.

Emission de Lettres de Crédit.

Ordres de Bourse, garde de Titres.

Il reçoit les versements de fonds et délivre des Bons à Échéance à des conditions déterminées.

BUREAU A CONSTANTINOPLE
10, Rue Merterbeyi Yacoub han, GALATA.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

DE L'EMPIRE OTTOMAN.

AVIS.

Messieurs les porteurs d'Actions de la Société Générale de l'Empire Ottoman sont prévenus que la douzième Assemblée Générale aura lieu jeudi le 12/24 mai 1877, à midi précis, au siège de la Société, Nouveau Han Camondo à Galata pour recevoir et approuver les comptes de la douzième année sociale finissant au 31 décembre 1876 et entendre le rapport du Conseil d'Administration.

Les Actionnaires qui désirent assister à l'Assemblée Générale ou s'y faire représenter doivent, conformément à l'article 37 des Statuts, déposer leurs actions trente jours avant le 12/24 mai dans les bureaux de la Société à Constantinople ou dans ceux des agences de la Banque Impériale Ottomane à Londres et à Paris.

Constantinople, le 12/24 mars 1877.

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

AVIS.

Lundi, 11 avril (v.s.) aura lieu l'adjudication définitive de 50,000 feuz, déjà soumissionnés à 7 1/2 piastres l'un.

La livraison de cet article devra être faite dans un mois et le montant en sera payé en trois termes de 31 jours, à partir de la date du reçu, en médjidié d'argent à raison de 20 piastres ou en caimé avec l'agio du jour.

Les personnes qui voudraient concourir à cette adjudication sont invitées à se présenter au Dairi Choura le jour sus-indiqué.

Séraskér, le 18 avril 1877.

PRÉFECTURE DE LA VILLE.

ITINÉRAIRE DES BATEAUX DU CHIRKET-I-HAIRE

A partir du Vendredi 1/13 Avril 1877, jusqu'au 30 Avril v. s.

Saison de Printemps.

SERVICE JOURNALIER

SERVICE DES DIMANCHES

DESCENTE.
Côte d'Europe.
(Avec communication à la côte d'Asie.)

2	De Yenimahalle, Mézarbournou, Buyukdere, Therapia, Yenikou, Sténia, Boyadjikou, R-Hissar, Béké, (Coincidence avec le bateau qui part à 10 heures 10 m. de Béké.)	20
1	De R. et A. Kavak, Mézarbournou, Buyukdere, Therapia, Yenikou, Emirghian, R-Hissar, Béké.	32
2	De Yenimahalle, Mézarbournou, Buyukdere, Therapia, Yenikou, Sténia, Emirghian, R-Hissar, Béké, Ortaquei, Mézarbournou, Buyukdere, Therapia, Yenikou, Sténia, Boyadjikou, R-Hissar, Béké, Arnaoutkeu, Couroutchesmé, Ortaquei, Béchicht.	19
3	De Mézarbournou, Buyukdere, Therapia, Yenikou, Sténia, Emirghian, Boyadjikou, R-Hissar, Béké, Arnaoutkeu, Couroutchesmé, Ortaquei, Béchicht.	20
6	De Yenimahalle, Mézarbournou, Buyukdere, Therapia, Yenikou, Sténia, Emirghian, R-Hissar, A-Hissar, Candilli, Arnaoutkeu, Couroutchesmé, Ortaquei, Béchicht.	2
8	De A. et R. Kavak, Yenimahalle, Buyukdere, Therapia, Béké, Yenikou, Boyadjikou, R-Hissar, Béké, Arnaoutkeu, Couroutchesmé, Ortaquei, Béchicht.	19
10	De M. Bourne, Buyukdere, Therapia, Yenikou, Emirghian, R-Hissar, Arnaoutkeu, Béchicht.	22

Ligne d'Arnaoutkeu.

12	D'Arnaoutkeu, Couroutchesmé, Ortaquei, Béchicht.	4
13	D'Arnaoutkeu, Couroutchesmé, Ortaquei, Béchicht, Cabatach.	22
1	De Béké, Arnaoutkeu, Couroutchesmé, Ortaquei, Béchicht.	1
2	D'Arnaoutkeu, Couroutchesmé, Ortaquei, Béchicht.	4
3	D'Arnaoutkeu, Couroutchesmé, Ortaquei, Béchicht.	22
4	D'Arnaoutkeu, Couroutchesmé, Ortaquei, Béchicht.	22
5	De Béké, Arnaoutkeu, Couroutchesmé, Ortaquei, Béchicht, Cabatach.	1
10	D'Arnaoutkeu, directement au pont.	21
11	D'Arnaoutkeu, directement au pont.	1

Côte d'Asie.

12	Buyukdere, Béké, Pacha-Baghtché, Candilli, A-Hissar, Candilli, Vanik, Tcheghelou, Béké, Cousoudj, De Vanikou, Tcheghelou, Béké, Cousoudj, Cabatach.	25
13	De Béké, Pacha-Baghtché, Candilli, A-Hissar, Candilli, Vanik, Tcheghelou, Béké, Cousoudj, De Vanikou, Tcheghelou, Béké, Cousoudj, Cabatach.	21
3	De Vanikou, Arnaoutkeu, Couroutchesmé, Béké, Cousoudj, Ortaquei, Béchicht.	1
3	De Béké, Pacha-Baghtché, Candilli, A-Hissar, Candilli, Vanik, Tcheghelou, Béké, Cousoudj, De Vanikou, Tcheghelou, Béké, Cousoudj, Cabatach.	25
9	De Béké, Pacha-Baghtché, Candilli, A-Hissar, Candilli, Vanik, Tcheghelou, Béké, Cousoudj, De Vanikou, Tcheghelou, Béké, Cousoudj, Cabatach.	4
10	De Vanikou, directement au pont.	25

Ligne de Scutari.

DE SCUTARI AU PONT.	DU PONT A SCUTARI.
12 - 6 15	12 15 6 45
13 - 7	13 15 8
1 - 8 15	1 15 8 30
2 - 9 30	2 15 9 35
3 - 10 5	3 15 10 25
4 - 10 50	4 15 10 45
5 - 11 15	5 15 11 30
6 - 12 30	6 15 12 45

Ligne de Harem-Iskélési.

DE SCUTARI AU PONT.	DU PONT A SCUTARI.
12 - 6 15	12 15 6 45
13 - 7	13 15 8
1 - 8 15	1 15 8 30
2 - 9 30	2 15 9 35
3 - 10 5	3 15 10 25
4 - 10 50	4 15 10 45
5 - 11 15	5 15 11 30
6 - 12 30	6 15 12 45

Il est rigoureusement défendu aux Memours du pont et des échelles de prendre de l'argent des passagers qui ne sont pas munis de billets. Les Memours qui contreviendraient à ce règlement seraient responsables. En conséquence MM. les passagers sont priés de se munir de leurs billets pendant le trajet. Toute personne qui ne se serait pas conformée à cette invitation et voudrait prendre son billet au débarcadère, sera considérée comme passager de premier poste (Mevki) et paiera en conséquence.

COMPAGNIES ANONYMES

D'ASSURANCES MARITIMES FRANÇAISES

LE COMPTOIR MARITIME

CAPITAL SOCIAL :
TROIS MILLIONS DE FRANCS

LA PRÉVOYANCE

CAPITAL SOCIAL :
DEUX MILLIONS DE FRANCS

LA MÉLUSINE

CAPITAL SOCIAL :
DEUX MILLIONS DE FRANCS

LA SÉCURITÉ

CAPITAL SOCIAL :
UN MILLION CINQ CENT MILLE FR.

AGENCE DE CONSTANTINOPLE

Les quatre Compagnies qui ont chacune leur siège distinct à Paris où elles jouissent de la plus grande confiance par l'importance des capitaux dont elles disposent et par la régularité de leurs opérations, ont établi une agence à Constantinople pour souscrire collectivement sur cette place des contrats d'assurance pour risques maritimes et de navigation intérieure et pour risques de transport par terre.

La création de cette agence procure ainsi aux commerçants, banquiers et armateurs, le moyen de faire couvrir à Constantinople même, par des compagnies de premier ordre, réunies en une seule agence, des assurances que leur importance les obligeait le plus souvent à ordonner au dehors, afin de ne point diviser ces assurances entre plusieurs agents de compagnies, opérant séparément, et éviter les difficultés auxquelles pouvait donner lieu le règlement des indemnités à réclamer à chacun de ces agents en cas de sinistres ou d'avaries.

M. IGNACE ALBINI a été nommé agent des dites compagnies suivant procuration reçue par M. Emile Alexandre Baudrier et son collègue, notaires à Paris, et déposée au Consulat de France.

Pour plus amples renseignements s'adresser au siège de l'agence à Moumhané Cité Française, au dessus de la Compagnie FRAISSINET.

DESCENTE.

12	De Yenimahalle, Buyukdere, Therapia, Yenikou, Sténia, Boyadjikou, R-Hissar, Béké, Arnaoutkeu, Couroutchesmé, Ortaquei, Béchicht.	2
12	De Béké, Pacha-Baghtché, Candilli, A-Hissar, Candilli, Vanik, Tcheghelou, Béké, Cousoudj, De Vanikou, Tcheghelou, Béké, Cousoudj, Cabatach.	20
12	D'Arnaoutkeu, Couroutchesmé, Ortaquei, Béchicht, Cabatach.	20
13	De R. et A. Kavak, Mézarbournou, Buyukdere, Therapia, Yenikou, Emirghian, R-Hissar, Béké, Arnaoutkeu, Couroutchesmé, Ortaquei, Béchicht.	19
3	De Mézarbournou, Buyukdere, Therapia, Yenikou, Sténia, Emirghian, Boyadjikou, R-Hissar, Béké, Arnaoutkeu, Couroutchesmé, Ortaquei, Béchicht.	4
8	De Yenimahalle, Mézarbournou, Buyukdere, Therapia, Yenikou, Sténia, Emirghian, R-Hissar, A-Hissar, Candilli, Arnaoutkeu, Couroutchesmé, Ortaquei, Béchicht.	22
3	De Mézarbournou, Buyukdere, Therapia, Yenikou, Sténia, Emirghian, Boyadjikou, R-Hissar, Béké, Arnaoutkeu, Couroutchesmé, Ortaquei, Béchicht.	32
10	Pour Béké, R-Hissar, Boyadjikou, Yenikou, Emirghian, R-Hissar, Béké, Arnaoutkeu, Couroutchesmé, Ortaquei, Béchicht.	19
11	Pour Béké, R-Hissar, Boyadjikou, Yenikou, Emirghian, R-Hissar, Béké, Arnaoutkeu, Couroutchesmé, Ortaquei, Béchicht.	25

Ligne d'Arnaoutkeu.

1	Pour Béké, R-Hissar, Boyadjikou, Yenikou, Emirghian, R-Hissar, Béké, Arnaoutkeu, Couroutchesmé, Ortaquei, Béchicht.	22
1	Pour Béké, R-Hissar, Boyadjikou, Yenikou, Emirghian, R-Hissar, Béké, Arnaoutkeu, Couroutchesmé, Ortaquei, Béchicht.	22
1	Pour Béké, R-Hissar, Boyadjikou, Yenikou, Emirghian, R-Hissar, Béké, Arnaoutkeu, Couroutchesmé, Ortaquei, Béchicht.	22
1	Pour Béké, R-Hissar, Boyadjikou, Yenikou, Emirghian, R-Hissar, Béké, Arnaoutkeu, Couroutchesmé, Ortaquei, Béchicht.	22
1	Pour Béké, R-Hissar, Boyadjikou, Yenikou, Emirghian, R-Hissar, Béké, Arnaoutkeu, Couroutchesmé, Ortaquei, Béchicht.	22
1	Pour Béké, R-Hissar, Boyadjikou, Yenikou, Emirghian, R-Hissar, Béké, Arnaoutkeu, Couroutchesmé, Ortaquei, Béchicht.	22
1	Pour Béké, R-Hissar, Boyadjikou, Yenikou, Emirghian, R-Hissar, Béké, Arnaoutkeu, Couroutchesmé, Ortaquei, Béchicht.	22
1	Pour Béké, R-Hissar, Boyadjikou, Yenikou, Emirghian, R-Hissar, Béké, Arnaoutkeu, Couroutchesmé, Ortaquei, Béchicht.	22
1	Pour Béké, R-Hissar, Boyadjikou, Yenikou, Emirghian, R-Hissar, Béké, Arnaoutkeu, Couroutchesmé, Ortaquei, Béchicht.	22
1	Pour Béké, R-Hissar, Boyadjikou, Yenikou, Emirghian, R-Hissar, Béké, Arnaoutkeu, Couroutchesmé, Ortaquei, Béchicht.	22

Côte d'Asie.

2	Pour Tcheghelou, Vanikou, Béké, Cousoudj, Ortaquei, Béchicht.	1
2	Pour Scutari, Cousoudj, Béké, Cousoudj, Ortaquei, Béchicht.	25
4	Pour Béké, Pacha-Baghtché, Candilli, A-Hissar, Candilli, Vanik, Tcheghelou, Béké, Cousoudj, De Vanikou, Tcheghelou, Béké, Cousoudj, Cabatach.	1
15	Pour Béké, Pacha-Baghtché, Candilli, A-Hissar, Candilli, Vanik, Tcheghelou, Béké, Cousoudj, De Vanikou, Tcheghelou, Béké, Cousoudj, Cabatach.	1
15	Pour Béké, Pacha-Baghtché, Candilli, A-Hissar, Candilli, Vanik, Tcheghelou, Béké, Cousoudj, De Vanikou, Tcheghelou, Béké, Cousoudj, Cabatach.	20
15	Pour Béké, Pacha-Baghtché, Candilli, A-Hissar, Candilli, Vanik, Tcheghelou, Béké, Cousoudj, De Vanikou, Tcheghelou, Béké, Cousoudj, Cabatach.	21
15	Pour Béké, Pacha-Baghtché, Candilli, A-Hissar, Candilli, Vanik, Tcheghelou, Béké, Cousoudj, De Vanikou, Tcheghelou, Béké, Cousoudj, Cabatach.	21
15	Pour Béké, Pacha-Baghtché, Candilli, A-Hissar, Candilli, Vanik, Tcheghelou, Béké, Cousoudj, De Vanikou, Tcheghelou, Béké, Cousoudj, Cabatach.	21
15	Pour Béké, Pacha-Baghtché, Candilli, A-Hissar, Candilli, Vanik, Tcheghelou, Béké, Cousoudj, De Vanikou, Tcheghelou, Béké, Cousoudj, Cabatach.	21
15	Pour Béké, Pacha-Baghtché, Candilli, A-Hissar, Candilli, Vanik, Tcheghelou, Béké, Cousoudj, De Vanikou, Tcheghelou, Béké, Cousoudj, Cabatach.	21

Ligne de Scutari.

DE SCUTARI AU PONT.	DU PONT A SCUTARI.
12 - 6 15	12 15 6 45
13 - 7	13 15 8
1 - 8 15	1 15 8 30
2 - 9 30	2 15 9 35
3 - 10 5	3 15 10 25
4 - 10 50	4 15 10 45
5 - 11 15	5 15 11 30
6 - 12 30	6 15 12 45

Ligne de Harem-Iskélési.

DE SCUTARI AU PONT.	DU PONT A SCUTARI.
12 - 6 15	12 15 6 45
13 - 7	13 15 8
1 - 8 15	1 15 8 30
2 - 9 30	2 15 9 35
3 - 10 5	3 15 10 25
4 - 10 50	4 15 10 45
5 - 11 15	5 15 11 30
6 - 12 30	6 15 12 45

Il est rigoureusement défendu aux Memours du pont et des échelles de prendre de l'argent des passagers qui ne sont pas munis de billets. Les Memours qui contreviendraient à ce règlement seraient responsables. En conséquence MM. les passagers sont priés de se munir de leurs billets pendant le trajet. Toute personne qui ne se serait pas conformée à cette invitation et voudrait prendre son billet au débarcadère, sera considérée comme passager de premier poste (Mevki) et paiera en conséquence.

COMPAGNIES ANONYMES

D'ASSURANCES MARITIMES FRANÇAISES

LE COMPTOIR MARITIME

CAPITAL SOCIAL :
TROIS MILLIONS DE FRANCS

LA PRÉVOYANCE

CAPITAL SOCIAL :
DEUX MILLIONS DE FRANCS

AGENCE DE CONSTANTINOPLE

Les quatre Compagnies qui ont chacune leur siège distinct à Paris où elles jouissent de la plus grande confiance par l'importance des capitaux dont elles disposent et par la régularité de leurs opérations, ont établi une agence à Constantinople pour souscrire collectivement sur cette place des contrats d'assurance pour risques maritimes et de navigation intérieure et pour risques de transport par terre.

La création de cette agence procure ainsi aux commerçants, banquiers et armateurs, le moyen de faire couvrir à Constantinople même, par des compagnies de premier ordre, réunies en une seule agence, des assurances que leur importance les obligeait le plus souvent à ordonner au dehors, afin de ne point diviser ces assurances entre plusieurs agents de compagnies, opérant séparément, et éviter les difficultés auxquelles pouvait donner lieu le règlement des indemnités à réclamer à chacun de ces agents en cas de sinistres ou d'avaries.

M. IGNACE ALBINI a été nommé agent des dites compagnies suivant procuration reçue par M. Emile Alexandre Baudrier et son collègue, notaires à Paris, et déposée au Consulat de France.

Pour plus amples renseignements s'adresser au siège de l'agence à Moumhané Cité Française, au dessus de la Compagnie FRAISSINET.

En vente aux bureaux du journal La Turquie et chez les principaux libraires de Péra et de Galata, l'Almanach Synoptique à l'usage du Levant, pour l'année 1877.

CHEMINS DE DE LA TURQUIE D'EUROPE

SERVICE DES VOYAGEURS A PRIX TRÈS-RÉDUITS

A partir du 1^{er} Avril 1877, jusqu'à nouvel avis.

Ligne de Constantinople - Andrinople.

TRAINS S'ÉLOIGNANT DE CONSTANTINOPLE

DEPART DE	2	4	6	8	10	12	14	16	18
Constantinople. Départ	7 25	8 10	9 25	10 40	11 55	13 10	14 25	15 40	16 55
Koum-Kapou. Arrivée	7 35	8 20	9 35	10 50	12 05	13 20	14 35	15 50	17 05
Yeni-Kapou. Arrivée	7 45	8 30	9 45	11 00	12 15	13 30	14 45	16 00	17 15
Psamatia. Arrivée	7 55	8 40	9 55	11 10	12 25	13 40	14 55	16 10	17 25
Yeni-Köle. Arrivée	8 05	8 50	10 05	11 20	12 35	13 50	15 05	16 20	17 35
Zeytin-Bourno. Arrivée	8 15	9 00	10 15	11 30	12 45	14 00	15 15	16 30	17 45
Makri-Kou. Arrivée	8 25	9 10	10 25	11 40	12 55	14 10	15 25	16 40	17 55
San-Stéph. Arrivée	8 35	9 20	10 35	11 50	13 05	14 20	15 35	16 50	18 05
Tel-ekmédjé-Fl. Arrivée	8 45	9 30	10 45	12 00	13 15	14 30	15 45	17 00	18 15
Yarim-Bourgas. Arrivée	8 55	9 40	10 55	12 10	13 25	14 40	15 55	17 10	18 25
Hadem-Kou. Arrivée	9 05	9 50	11 05	12 20	13 35	14 50	16 05	17 20	18 35
Tchakadjé. Arrivée	9 15	10 00	11 15	12 30	13 45	15 00	16 15	17 30	18 45
Sinakh. Arrivée	9 25	10 10	11 25	12 40	13 55	15 10	16 25	17 40	18 55
Tcherkes-Kou. Arrivée	9 35	10 20	11 35	12 50	14 05	15 20	16 35	17 50	19 05
Therlon (buff). Arrivée	9 45	10 30	11 45	13 00	14 15	15 30	16 45	18 00	19 15
Koupekli. Arrivée	9 55	10 40	11 55	13 10	14 25	15 40	16 55	18 10	19 25
Sidre Tchilik. Arrivée	10 05	10 50	12 05	13 20	14 35	15 50	17 05	18 20	19 35
Lüle-Bourgas. Arrivée	10 15	11 00	12 15	13 30	14 45	16 00	17 15	18 30	19 45
Baba-Eski. Arrivée	10 25	11 10	12 25	13 40	14 55	16 10	17 25	18 40	19 55
Ouzoun-Koupru. Arrivée	10 35	11 20	12 35	13 50	15 05	16 20	17 35	18 50	20 05
Kalé-Bourgas. Arrivée	10 45	11 30	12 45	14 00	15 15	16 30	17 45	19 00	20 15
Ortaquei. Arrivée	10 55	11 40	12 55	14 10	15 25	16 40	17 55	19 10	20 25
Andrin. Arrivée	11 05	11 50	13 05	14 20	15 35	16 50	18 05	19 20	20 35

AVIS. — Les trains Nos 8 et 11 ne circuleront entre San-Stéphano et Kuteak-Tchekmédjé-Floria que les dimanches et jours fériés. — Les autres jours, le train 8 ira seulement jusqu'à San-Stéphano et le train 11 partira de San-Stéphano pour Constantinople.

Les prix des billets de toutes les Stations ont été Constantinople et Tchekmédjé-Floria sont les mêmes pour tous les trains.

TRAINS S'ÉLOIGNANT D'ANDRINOPLE

DÉPART DE		3	5	7	9	11	13	15	17	19
HEURES DE DÉPART :										
Andrinople										
Ourlé										
Kouéli-Bourgas										
Onzoun-Kespru										
Pavlo-Kouli										
Baba-Eski										
And-Bourgas										
Sidlar-Tchiflik										
Koupekli	Arrivée									
Tchorlu(buffet)	Départ									
Tcherkes-Kouli	»									
Sinekli	»									
Kabakdjé	»									
Tchatal-dja	»									
Hadem-Kouli	»									
Tehekmedje-Floria	Arrivée					1 5				
	»			7 16						
	Départ					1 14				
San-Stéphano	»			8 5		1 15				
Makri-keu	»			8 19		1 27				
Zaitin-Bourno (halt.)	»			8 26		1 34				
Yadi-Koules	Arrivée			8 39	9 43	1 40	3 40	4 50	5 52	
	Départ	6 45		8 38	9 43	1 43	3 43	4 53	5 55	
Pam. (halte)	»	6 52		8 36	9 42	1 47	3 47	4 57	5 59	
Yeni-kap.(halt.)	»	6 53		8 40	9 52	1 51	3 51	4 1	6 0	
Koum-kapou	»	6 1		7 33	8 45	1 59	4 ..	5 16	6 12	
Constant(buff.)	Arrivée	7 10	7 41	8 53	10 6					

LIGNE D'ANDRINOPLE-PHILIPPOPOLI, SAREMBEY.	LIGNE DE KOUÉLI-BOURGAS-DÉDÉAGATCH
--	------------------------------------